

Equipes Notre Dame, RÉGION CAMEROUN - TCHAD

RASSEMBLEMENT NATIONAL DES EQUIPIERS DU CAMEROUN AOUT 2023

Du mercredi 23 au samedi 26 août 2023

Thème : Vocation du Couple Chrétien

Contacts : 699026839 / 677748860 / 677363052



Equipes Notre-Dame

400 F CFA

Intégration

www.journalintegration.com

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION: THIERRY NDONG OWONA
Tél.: +237 222 232 352 / +237 676 203 709 / +237 690 020 339

N°571 DU LUNDI 21 AOÛT 2023

ÉDITORIAL

DÉSIGNER ET CONDAMNER CEUX QUI VEULENT UN MASSACRE AU NIGER

Dès que les chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (Cédéao) ont menacé d'activer la force d'attente pour réinstaller Mohamed Bazoum au pouvoir, le président des conférences épiscopales réunies de l'Afrique de l'Ouest (CÉRAO) a pris la parole pour s'y opposer parce qu'une intervention militaire compliquerait plus la situation des populations du Niger et de la sous-région. En outre, Mgr Alexis Touabli Youlo a mis en garde contre une seconde Libye [qui] "demeure un exemple tragique des conséquences désastreuses sur la vie, la dignité et l'avenir des populations".

Ce qu'a dit Mgr Touabli, le 4 août 2023 au nom des évêques d'Afrique occidentale, est une vérité qu'il convient de saluer, mais c'est une demi-vérité car, pour que la vérité fût complète, il eût fallu désigner clairement ceux qui veulent à la fois faire couler le sang des Nigériens et détruire le Niger. Qui sont ces va-t'en guerre? Ce n'est plus un secret pour personne que la Cédéao n'est pas autonome et que, derrière cette organisation fantôme, se cache la France qui a peur de ne plus disposer de l'uranium nigérien et dont les soldats pourraient être bientôt chassés du Niger. On sait également que l'homme qui prône le plus le recours à la force au Niger est celui-là même qui en 2011 préconisa un embargo sur les médicaments, la fermeture des banques et le bombardement de la résidence présidentielle en Côte d'Ivoire. Cet homme s'appelle Alassane Dramane Ouattara. Après l'avoir soutenu contre Laurent Gbagbo en 2010-2011, certains pays ouest-africains découvrent aujourd'hui qu'il est inhumain et dangereux pour l'Afrique occidentale, qu'il n'a pas honte de servir les intérêts de la France et qu'il travaille contre l'Afrique. Les évêques catholiques d'Afrique occidentale devraient avoir le courage d'Arikana Chihombori-Quao pour le dénoncer en même temps que le système néocolonial qui fait que l'Afrique investit chaque année 500 milliards de dollars dans le trésor français, ce qui permet à la France d'injecter des milliers de milliards de dollars dans son économie.

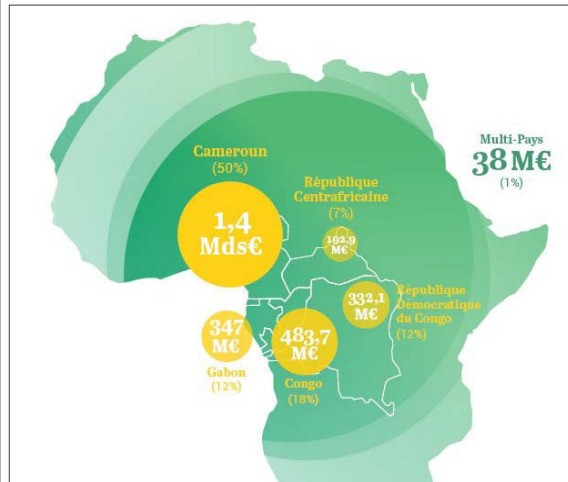
Le 31 janvier 2023, à Kinshasa, François demandait que l'on «cesse d'étouffer l'Afrique qui n'est pas une mine à dépouiller ou un terrain à piller». Il plaiderait pour que «le monde se souvienne des désastres commis au cours des siècles au détriment des populations locales, que l'Afrique compte davantage, qu'on en parle davantage et qu'elle ait plus de poids et de représentation parmi les nations». Le pape argentin pensait certainement aux 4 siècles d'esclavage, à la colonisation qui fut exploitation et chosification de l'homme noir, mais il avait omis de nommer les étouffeurs, pilliers et criminels. Il est temps que ces derniers soient démasqués et interpellés vigoureusement par les disciples du Christ invités par le Concile Vatican II (1962-1965) à partager les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps («Gaudium et spes», No 1).

Jean-Claude DJEREKE

APPUIS BUDGÉTAIRES, TRANSPORTS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pages 10-11

Ce que la Cemac doit à la France



En pleine contestation de sa présence sur le continent, le pays d'Emmanuel Macron fait ses comptes en Afrique centrale.

Crise humanitaire et insécurité

Page 9

La patate douce peut-elle être une solution durable?

Cameroun

Page 4

Hausse en perspective des prix à la pompe

Daniel Yagnyè Tom

Page 7

Une vie de foi et d'amour pour le continent africain

Transferts de fonds internationaux

Abbas Mahamat Tolly dans une arnaque

Page 8

CANAL+



7 JOURS DE CHAINES EN PLUS
TOUT DE SUITE !

REABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ
D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS

8556
CANAL+ CAMEROUN

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION N°010 / RDDP/ J12 /SAAJP *** TÉL. : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

NKONGSAMBA

Jean-René Meva'a Amougou, envoyé spécial à Nkongsamba

Cris d'une communauté qui se considère comme marginalisée dans le Moungo.

4 Peuple Bane'ka: entre rêves et revers



Des chefs bane'ka: la volonté de guérir des blessures

Comment va la vie chez les Bane'ka? Très bien, merci! Au-delà d'un choix rhétorique sans doute employé pour les besoins de la cause, ces mots de Sa Majesté Henri Epana Ebwelle célèbrent à la fois la douceur et la légèreté d'un art de vivre. Sous les mots du chef supérieur des Bane'ka, en effet, il faut encore comprendre le grand trait représentatif de l'identité d'un peuple: la joie de vivre. «On est fier d'être Bane'ka», accentue Sa Majesté Henri Epana Ebwelle. À défaut de constituer une expression superlative de leur vécu actuel, les mots servent également à labelliser les «authentiques autochtones de Nkongsamba». Consacrée à l'échelle de tous les 12 villages bane'ka disséminés partout dans le département du Moungo (région du Littoral), cette boutade sert surtout à recadrer quelques fabricants d'identité et autres marchands d'imaginaire qui écumant la contrée. «L'autochtonie bane'ka est une évidence ici. C'est notre pierre de touche dans le dédale des mouvements qui ont essayé de prospérer sur des particularités érigées en particularismes dans le Moungo. Aujourd'hui on appelle à fort tous les habitants de Nkongsamba «Mbo'o» alors que les Mbo'o sont du Canton Mbo'o à Melong, et les habitants de Nkongsamba

sont des Bane'ka», situe Sa Majesté Henri Epana Ebwelle.

«Peuple»

On l'aura remarqué: tout autant qu'une population, les Bane'ka sont un peuple. «Peuple bane'ka», martèle Prince Ndedi Eyango. Comme l'artiste-musicien, des élites en ont fait un slogan. Elles en usent abondamment dans leurs discours pour justifier de leur ancrage et de leur disponibilité à exercer des fonctions. «Nous ne profitons pas d'une attention de l'État dans le cadre des nominations. Nous sommes oubliés et absents dans plusieurs instances représentatives et délibératives de notre département. Dans une ville comme Nkongsamba qui, à la différence de la plupart des autres dans le département du Moungo dont le propre est d'avoir les leurs dans les hautes sphères de l'État,

nous incarnons le délaissement», souffle Christian Ewane, chef de Mbaessoutou. À bien des égards, il s'agit là, de la formalisation de vieilles revendications qui ne cessent de ratifier l'idée de la désignation des fils et filles bane'ka au plus haut niveau. «Dans un département où la référence autochtone et, plus globalement, l'inattention envers les Bane'ka pose problème, les gouvernants de ce pays gagneraient à personifier la transformation de cette communauté qui a sociologiquement beaucoup évolué», suggère Sa Majesté Henri Epana Ebwelle.

«Oubliés»

Mis bout à bout, ces mots dénoncent l'ordre départemental tel qu'il se constitue et s'organise actuellement. Par le biais d'une lecture extensive dudit ordre, l'on réalise une «signalétique» qui s'est développée depuis au

moins une cinquantaine d'années: processus de discrimination marqué par l'accapement des terres bane'ka; crainte de se voir submergés par des migrants, entre autres. «Le tout fixe un environnement dont la pertinence ne saurait être discutable eu égard aux rapports de force qui se déploient», estime un patriarche de Mbaessoutou. Ce point est souligné par le Co-decaba (Comité de développement du canton Bane'ka). Cette organisation avance la définition suivante: «Marginalisés politiquement et économiquement par les événements historiques qu'ils ont subis (maquis, spoliations de leurs territoires et de leurs ressources), les Bane'ka subissent le poids du mépris des pouvoirs publics». Posé ainsi, cela identifie l'enjeu de la déception d'un groupe ethnique «devenu étranger chez lui». Dans le fond, la problématique qui se pose l'est, non sous l'angle identitaire, mais sous l'angle politique des rapports juridiques et économiques. Bien plus, l'enjeu des dynamiques qui se forgent ici à Nkongsamba est celui du processus de mise en infériorité des Bane'ka qu'il s'agit de corriger. «S'il est chimérique de prétendre que les mots suffisent à ressusciter le passé d'entre les morts, il ne reste qu'à mesurer, avec une joie amère, l'ampleur de ce qu'on a perdu», évalue Sa Majesté Henri Epana Ebwelle.

COUPLES CHRÉTIENS LA SCÈNE DÉMÉNAGE À YAOUNDÉ

La retraite annuelle des Équipes Notre Dame (END) du Cameroun se tient sur les flancs de Mvolye du 23 au 26 août 2023.

Le «Rassemblement National des Équippers du Cameroun 2023». Telle est l'appellation officielle du grand raout spirituel organisé cette semaine dans la capitale camerounaise par la Région Cameroun-Tchad des Équipes Notre Dame. Les objectifs de cette rencontre inédite: donner la possibilité à tous les équippers du Cameroun de se connaître; diffuser l'enseignement de l'Église universelle qui est au Cameroun sur la spiritualité conjugale et familiale; faire connaître la pensée du père Henri Caffarel, fondateur du mouvement des Équipes Notre Dame.

La tenue à Yaoundé de ce premier Grand Rassemblement National des Équippers du Cameroun se signale dans la foulée de la célébration de l'Assomption. Une fête qui représente pour les chrétiens catholiques la montée de la Vierge Marie au ciel et surtout le modèle accompli de l'épouse-mère, symbole de la femme qui a réussi sa vie de couple avec son mari Joseph et leur fils, Jésus Christ. La rencontre de Yaoundé a pour thème: «Vocation du couple chrétien». Une occasion idéale pour les couples mariés à l'Église catholique romaine «d'échanger en partageant les mêmes valeurs et de bénéficier des enseignements, mais aussi des conseils avisés de professionnels» peut-on lire dans le communiqué de presse parvenu à notre rédaction. Au programme: des conférences, des témoignages, des enseignements avec des prêtres, des méditations, des prières et des messes.

Bon à savoir, les Équipes Notre Dame (END) sont un Mouvement international de spiritualité conjugale. Il rassemble les couples mariés à l'Église catholique romaine depuis les années 1939. Ce mouvement a pris pied au Cameroun dans les années 1980. À ce jour, les chiffres du mouvement au Cameroun font état de 116 équipes, 527 couples et de 105 prêtres conseillers spirituels.

Bobo Ousmanou

EBIBEYIN

Eldorado de la zone des trois frontières

Olivier Mbessité, envoyé spécial à Ebibeyin

En dépit des étiquettes péjoratives qui lui sont souvent collées, la ville équato-guinéenne ouvre chaleureusement ses portes aux «voisins les plus proches».

Depuis quelques années, Ebibeyin (dans la province équato-guinéenne de Kié-Ntem) compte parmi les localités accueillant un grand nombre de migrants. Du fait de sa proximité avec Kyé-Ossi, cette ville est la nouvelle terre d'accueil des Camerounais. Selon Pedro Nkulu Nguema, les ressortissants du pays de Paul Biya sont majoritaires dans cette cité. «Ils viennent des régions de l'Ouest, du Sud-Ouest, Nord-Ouest, du Littoral, du Centre et du Sud du Cameroun. Ils sont ici pour mener un combat purement existentiel, qui est celui d'améliorer leurs conditions de vie», explique Pedro Nkulu Nguema. En se fondant sur quelques indicateurs fournis par la communauté camerounaise d'ici, beaucoup apprécient le dynamisme du marché de



La ruée des jeunes vers Ebibeyin

l'emploi à Ebibeyin. S'y installer est devenu une forme d'urgence pour des Camerounais qui exercent dans la maçonnerie, la couture, l'esthétique, le commerce, la métallurgie, le jardinage et l'agriculture. D'après leurs dires, à Ebibeyin, les revenus journaliers sont plus conséquents, à la différence de ceux du Cameroun. «Le prix d'un parpaing en Guinée Équatoriale est de

75 FCFA voire 100 FCFA, contrairement au Cameroun où le parpaing revient à 15 FCFA ou 25 FCFA. L'employeur paie selon le travail fait et les clauses du contrat», explique Pedro Nkulu Nguema, maçon de profession.

Brassage

En dépit de l'image sombre de l'expulsion des Camerounais

de la ville d'Ebibeyin, l'interlocuteur souligne l'inter-culturelité entre les peuples, les brassages et mariages qui se lient et se nouent notamment avec les filles de la région du Sud. Il fait savoir qu'à partir d'Akomabang, Ambam jusqu'à Ebolowa «nous parlons la même langue, le «Ntumu»; nous formons un même peuple, il y a des mariages entre les Guinéens et les Camerounaises; dans ma famille il y a cinq Camerounaises que mes frères ont épousées, nous vivons ensemble, et n'avons pas de problème, on se comprend parfaitement, il n'y a pas de différence, l'intégration des peuples est une réalité à Ebibeyin, malgré quelques incidences malheureuses qui surviennent et écornent l'image de la Guinée Équatoriale», conclut Pedro Nkulu Nguema.

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Coup d'État au Niger: Niamey de tous les appétits

« Il est temps de rompre avec la pratique du paternalisme envers les Africains et de laisser ces pays exercer leur libre arbitre ». Dans une tribune publiée dans le journal Le Monde le 18 août dernier, l'économiste algérien Rabah Arezki a choisi, non seulement de dénoncer la rhétorique et la doctrine du néocolonialisme, mais également leurs effets observés sur le continent africain. Selon lui, l'aménagement postcolonial et ses «projets» doivent être mis en cause au nom des conséquences géopolitiques non maîtrisées qu'ils provoquent en terre africaine. Aux yeux de Rabah Arezki, les pays africains apparaissent comme des terrains tragiques: ils recèlent tous, indépendamment de l'échelle et de la localisation, des problèmes graves restés irrésolus, des situations de crises qui risquent de se détériorer encore, des héritages négatifs de la colonisation et des controverses aiguës entre acteurs. Ce qui se passe au Niger depuis quelques semaines peut être vécu d'au

moins trois manières différentes. Pour les uns, c'est un mode de vie en Afrique de l'Ouest; pour d'autres, les luttes entre grandes puissances persistent sous la forme d'une reproduction; pour les derniers, enfin, ces luttes tiennent de la réinvention.

En effet, Français et Américains impliqués dans le dossier nigérien adoptent des positions distinctes. D'abord les Américains. Ils pensent ménager l'avenir en conservant quelques 1100 soldats au Niger pour lutter contre les djihadistes liés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, avec notamment une base de drones. Depuis le putsch du 26 juillet, qu'ils se gardent de qualifier de «coup d'État», les États-Unis n'ont pas coupé les ponts avec la junte nigérienne, dépêchant même une émissaire à Niamey. Sabrina Singh, une porte-parole du Pentagone, a souligné que le Niger était un «partenaire» et devait le rester. Ensuite, les Français. Pour eux, pas besoin d'accorder une légitimité

à la junte en place à Niamey. En fait, à Paris et à Washington, les procédures discursives par rapport à l'engrenage nigérien ne suivent pas les mêmes codes. Sur le coup, des observateurs en sont maintenant à envisager les dynamiques dans lesquelles Paris et Washington se confrontent. D'après eux, la combinatoire s'organise à partir de deux mouvements fondamentaux. Un mouvement que l'on peut appeler, sans connotation morale, positif, qui cherche à connecter des ressources sociopolitiques du Niger, à établir des compromis. Et il y a un autre mouvement qui cherche au contraire à déconnecter les réseaux, à défaire les montages en montrant que les compromis sur lesquels ils pourraient reposer rapprochent en fait des éléments hétérogènes. Dans cette ambiance, harcèlement et ingérence se trouvent ainsi fondus dans une seule grande catégorie: la déstabilisation du Niger.

Et voilà qui pourrait conforter la Russie. Elle pro-

ferait alors des flux de réfugiés pour affaiblir l'Europe, à l'image de ce qu'elle a fait avec la Syrie. La Chine restera à l'écart, puisqu'elle sera prête à commercer avec des pays sans prendre de position politique ou idéologique. Pour les États-Unis et l'Europe, en particulier la France, l'opposition se fera vis-à-vis de la Russie. Ce qui est vrai, en tout cas, c'est que les codes de ces différents pays définissent d'une part les caractéristiques de chacun et les différentes modalités sous lesquelles ils peuvent se présenter, et d'autre part les différents modes de relations qui peuvent s'établir entre eux. Ce qui est également vrai, c'est que, sur ce qui se passe au Niger, ces pays instaurent un système de relations entre eux: 1) celui qui dénonce le putsch du 26 juillet dernier à Niamey; 2) celui en faveur de qui la dénonciation est accomplie; 3) celui au détriment de qui elle s'exerce; 4) celui auprès de qui elle est opérée. Mais, ils ont oublié de laisser les Africains eux-mêmes résoudre leurs problèmes.

Jean-René Meva'a Amougou

LE CHIFFRE

69

À en croire des prévisions de l'Onu, dans le monde, c'est le nombre de pays dans lesquels se déroulent des opérations humanitaires pour l'année 2023. C'est ce qui ressort d'un message vidéo d'António Guterres, diffusé lors d'une cérémonie en hommage aux travailleurs humanitaires sous le slogan: «Quoi qu'il en soit», organisée par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans la capitale libanaise, Beyrouth, à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire célébrée le 19 août de chaque année. Le secrétaire général de l'Onu a déploré le fait que les financements «sont loin d'être à la hauteur». «Alors que les crises se multiplient, il est inacceptable que les acteurs de l'humanitaire soient contraints de réduire l'aide apportée à des millions de personnes dans le besoin», a-t-il souligné.

L'HOMME

GIZ



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

En Allemagne, s'agit de la «Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit». Depuis 1960,

cet organisme de la coopération allemande mène ses activités au Cameroun. Très impliqué dans le secteur agropastoral, GIZ-Cameroun soutient plusieurs initiatives visant accroître les possibilités d'emploi et de transformation de l'agriculture de subsistance en un secteur agricole rentable et durable sur le plan social et environnemental. Voilà pourquoi, à Yaoundé, le 18 août dernier, elle s'est montrée disposée à mobiliser ses partenaires techniques et financiers en vue de booster la production laitière (dont le déficit est estimé à 120 000 tonnes chaque année, selon des données officielles) au Cameroun.

AGENDA

4-6 SEPTEMBRE 2023

Nairobi, Semaine africaine du climat.

18-19 SEPTEMBRE 2023

New York, Sommet mondial des ODD. Thème: «Célébrons la jeunesse en avant comme agents de changement pour les objectifs mondiaux».

16-20 OCTOBRE 2023

Lomé, Semaine Africaine de la Microfinance (SAM 2023).

23-25 OCTOBRE 2023

Palais des Congrès de Yaoundé, Sommet Climate Chance Afrique 2023. La rencontre va mobiliser divers acteurs du continent africain autour de la problématique de l'habitat durable, accessible et inclusif, une thématique majeure au cœur de l'action climat dans les territoires.

Ongoung Zong Bella

À travers leurs ambassades respectives à Yaoundé, les deux capitales mettent en œuvre l'argument culturel dans leurs stratégies d'influence.

Dans l'après-midi du 18 août dernier, on a vu l'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, S. E. Christopher Lamora inaugurer le «American Corner Douala». Logé au Centre linguistique pilote de Douala, l'espace (anciennement connu sous l'appellation «Shelf») est doté d'une importante bibliothèque et du matériel multimédia de pointe. Selon les dires du diplomate américain, ces équipements permettront aux utilisateurs de tous les profils de se connecter avec les États-Unis dans divers domaines (éducation, entrepreneuriat et emploi, notamment).

Mosaïque française

Entre temps, via les réseaux sociaux, l'ambassade de France à Yaoundé ne cesse de présenter sa mosaïque d'Instituts français, de centres de recherche et les antennes de ses agences, sans oublier les Alliances françaises im-



L'ambassadeur Christopher J. Lamora remettant symboliquement des ouvrages à l'«American Corner Douala»

plantés dans 7 régions du Cameroun. Pour permettre de comprendre la vocation de ce dispositif, le box-office de la chancellerie française à Yaoundé joue les guides. Sur sa page Facebook, elle indique qu'au plus près des populations, facilitant les rencontres, les échanges, l'apprentissage et l'ouverture au monde, les Alliances françaises, leurs antennes, et l'Institut français du Cameroun proposent chaque jour activités culturelles, cours de langue, conférences et débats d'idées». Et pour té-

moigner de la bonne tenue de cet ensemble, l'ambassade de France au Cameroun opte pour un mélange de formats texte, image, son et vidéo. Pour l'essentiel, l'on s'active à présenter des visages, notamment ceux qui animent les différents espaces culturels français à Garoua, Douala et Yaoundé.

Regards

À en croire des spécialistes de la diplomatie culturelle, la perspective investie dans ces espaces est de servir de complé-

SOFT POWER

Paris et Washington bouillonnent de génie au Cameroun

ments à la diplomatie officielle de Paris et Washington au Cameroun. «Il s'agit des canaux diplomatiques créés en parallèle et par lesquels les États assumeraient des positions qu'ils n'osent pas assumer officiellement», fait savoir Daniel Nkomba. Pour l'internationaliste camerounais, «ce sont des espaces chargés d'entretenir des liens de manière efficace et directe avec les publics visés». «Ils s'intègrent à la diplomatie d'influence des États; ces derniers travaillent alors à favoriser l'amélioration de l'attractivité de leur culture; afin de façonner les préférences des autres. En clair, il s'agit, pour ces centres linguistiques et autres, d'utiliser de façon stratégique et calculée la langue, la culture et les histoires dans une optique de long terme, afin de transmettre subtilement les perspectives et les valeurs américaines et françaises au public camerounais».

Jean-René Meva'a Amougou

D'après quelques indicateurs compilés par Dr Bareja Youmssi, expert camerounais en pétrole et mines, les coûts pourraient carburer d'ici l'an prochain.

C'est une nouvelle qui désolera sans doute les citoyens. «Il faut s'attendre à l'augmentation des prix à la pompe en 2024, d'une valeur ne dépassant pas les 100 FCFA par litre». Voilà en substance ce que Dr Bareja Youmssi a déclaré chez nos confrères d'énergies-medias.com le 11 août dernier. Pour l'expert camerounais en pétrole et mines, le baromètre révèle qu'après avoir flambé en début février 2023, les prix des produits pétroliers pourraient encore s'emballer d'ici quelques semaines au Cameroun. Placé sous surveillance du Fmi (Fonds monétaire international), le pays s'imposerait la hausse du coût du litre de super, du gasoil et de pétrole comme une contrainte de sa politique d'austérité budgétaire. D'après Dr Bareja Youmssi, «l'augmentation des importations des produits pétroliers au moment où cette année le prix du baril de pétrole coûte relativement moins cher ne pose aucun problème en soit pour le consommateur ainsi que sur l'enve-



A la pompe, le risque de hausse du carburant reste permanent

loppe de la subvention prévue pour l'exercice budgétaire 2023. Tous ces indicateurs positifs ne doivent pas faire perdre de vue la politique du gouvernement camerounais qui consiste à réduire le volume de l'enveloppe dédiée à la subvention dictée par le Fmi». Les constats relevés dans ce dossier par Bareja Youmssi indiquent que, reformulé de manière plus incisive, le même scénario se produira en 2025. Et selon ses projections, «le prix du litre de carbu-

Hausse en perspective dès janvier 2024

rant à la pompe sera environ de 930 FCFA le litre d'ici 2025». Pour l'expert camerounais en pétrole et mines, l'objectif du bailleur de fonds est de supprimer complètement les dépenses ayant trait aux subventions des carburants dans «l'optique de créer un espace budgétaire pour financer les investissements productifs et les dépenses sociales au Cameroun».

Coullisses

Sans nier l'importance de ces préoccupa-

tions et d'autres qui s'y rattachent, des sources au ministère de l'Eau et de l'Energie (Minee) renseignent que le gouvernement et d'autres experts travaillent à juguler les effets d'une éventuelle pénurie de carburant en fin d'année 2023. Selon nos informations, le Cameroun envisage donc d'importer au moins 660.000 tonnes de produits pétroliers (soit 54,6% de gasoil, 36,4% de super et 9% de kérosène). «Pour couvrir la demande nationale pour la période allant d'octobre à décembre 2023 et janvier 2024», indique-t-on au Minee. Selon la même source, un avis de consultation internationale pour sélectionner les traders qui livreront cette quantité de produits locaux est fin prêt depuis le 16 août dernier. En rappel, depuis le 1er février 2023, le prix du litre de super est passé de 630 FCFA à 730 FCFA (+15,8%) et le gasoil à 720 FCFA le litre contre 575 FCFA avant (+25,2%).

LE CHIFFRE

11, 2%

Sur la foi d'un rapport publié le 14 août dernier par la Société camerounaise de gastro-entérologie, c'est le taux de prévalence de l'hépatite B au Cameroun en 2022. Le document signale que les régions septentrionales du pays ont les prévalences les plus élevées du pays. Dans l'Adamaoua, le taux de prévalence oscille entre 8 et 15%. L'Extrême-Nord et le Nord enregistrent un taux de prévalence supérieur à 15% (soit 21% pour la première et 18% pour la seconde).

L'HOMME

ISSA TCHIROMA BAKARY



Après d'intenses consultations, et d'hésitations sur certains points, le ministre de l'Emploi et la formation professionnelle (Minéfop) estime que le moment des décisions a sonné. Il donne un mois aux chefs d'entreprises qui utilisent des personnels de nationalité étrangère pour se conformer à la loi. Cela, dit-il, rentre en droite ligne de la politique gouvernementale de promotion de la nationalisation des emplois. En juin 2022, le Minéfop avait commis une circulaire fixant les préalables à l'octroi de la licence de travail à un travailleur étranger. Le texte stipule par exemple que «le ministre ne devrait accorder de visa de travail à un travailleur de nationalité étrangère que s'il est prouvé qu'il n'existe pas de Camerounais compétent au poste sollicité» ou si l'employeur «prouve qu'il a embauché également un Camerounais qui assiste le travailleur de nationalité étrangère, pour des besoins de transferts de technologies et de compétences».

AGENDA

21-22 AOÛT 2023

Mansel Hôtel (Yaoundé), Olympiades nationales d'économie (ONE), Événement organisé par le Nkafu Policy Institute.

23 AOÛT 2023

Université de Douala (campus d'Ange Raphael), journée d'orientation universitaire.

23-26 AOÛT 2023

Siantou-Coron, Forum national sur la formation en HTR (hôtellerie, tourisme, restauration).

25 AOÛT 2023

Logpom (Douala), séminaire sur les enjeux de la création audiovisuelle au Cameroun.

26 AOÛT 2023

Yaoundé, Soirée des métiers du social et de la culture (SMSC).

4 OCTOBRE 2023

New Bell (Douala), lancement de la Semaine du Leadership de la Jeune Fille (SELJEF).

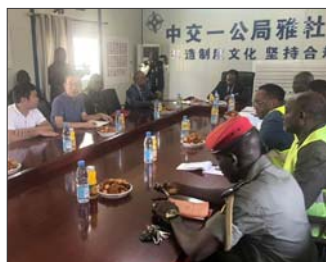
15 NOVEMBRE 2023

Première édition de la Semaine des Bibliothèques du Cameroun (SEBICA).

Joseph Ndzie Effa (stagiaire)

Les assurances sont du Ministre chargé des Travaux publics. Emmanuel Nganou Djoumessi, effectue une visite de chantier en ce 16 août, accompagné du Gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea.

Les assurances sont du Ministre chargé des travaux publics. Emmanuel Nganou Djoumessi, effectue une visite de chantier en ce 16 août, accompagné du Gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea. Une mission qui a pour objectif de préparer l'entrée en service des soixante (60) premiers kilomètres du projet autoroutier Yaoundé-Douala. Mais cette mise en circulation passe par la finition d'un nombre d'aménagements, notamment les voies de raccordement. Il s'agit de Nkolbisson du côté de Yaoundé et Boumnyebel du côté de Douala, via la Nationale N°3. Et sur ce point, le ministre des Travaux publics rassure sur l'avancée des travaux en vue de l'exploitation de l'infrastructure. «Les travaux avancent convenablement. Nous avons des perturbations en raison de l'abondance des pluies, mais il est fort à parier que d'ici la fin du mois de novembre, tous ces travaux de raccordement seront achevés. L'autoroute étant raccordée, il faut des équipements d'exploitation qui ont déjà été commandés. Mais là aussi, il y a quelques difficultés avec le



Réunion de restitution du mintp avec les responsables des entreprises en charge de la construction de l'autoroute

transport maritime, mais d'ici le mois d'octobre, ils seront disponibles pour que l'autoroute elle-même entre en exploitation au mois de novembre 2023», indique le Mintp.

Le membre du gouvernement réitère les mesures préalables à la circulation de ce tronçon Yaoundé-Douala. On peut noter: le renforcement des signalisations, l'aménagement des voies de raccordement, l'achèvement des bâtiments devant accueillir les équipements d'exploitation et l'aménagement des accès

AUTOROUTE YAOUNDÉ-DOUALA PHASE 1

Le raccordement effectif en novembre 2023

conduisant aux domiciles et exploitations.

Indemnisations

La question est au menu de la réunion de restitution présidée par le Mintp à l'issue de la visite du chantier avec les responsables de l'entreprise en charge de la construction de cette autoroute et les populations. A ce jour, 134 riverains restent en attente d'indemnisation. Le maître d'ouvrage indique qu'une mesure de soutien ponctuelle sera prise avec l'entreprise, en attendant la signature du décret d'indemnisation.

En clair, la phase1 de ce projet autoroutier présente un taux d'exécution physique des travaux de 90,5%; s'agissant des voies de raccordement de l'autoroute Yaoundé par Nkolbisson et à la Nationale N°3 par Boumnyebel, soit d'une part 92% sur la section 1(point kilométrique PK0, au réseau urbain de Yaoundé par Nkolbisson soit 11,14km), et d'autre part 9% sur la section 2 (PK59+300, au carrefour Boumnyebel soit 13,547km).

CIRCULATION

Union douanière et libre circulation: dispositif réglementaire plus étoffé en zone Cematic

Les textes réglementaires des Comités statutaires en matière des douanes en zone Cematic étaient en révision du 1er au 11 août dernier à Douala au Cameroun. Les experts des administrations des douanes des pays membres se sont réunis à l'initiative de la Commission de la Cematic. Leur mission, «s'accorder sur les améliorations à apporter sur ces textes instituant lesdits comités, en vue de réorganiser ces instances et préciser leurs rôles et responsabilités», leur était-il inculqué par Ngabo Seli Mbogo, commissaire au Marché commun.

Ce à quoi se sont attelés avec méthode les participants aux travaux de Douala. De telle sorte que «tous les projets de textes portant sur les cinq Comités présentés ont été validés, dans un esprit consensuel». À en croire le compte-rendu de l'institution com-

munautaire, les textes dont il est question concernent précisément «les Comités de la Nomenclature et du Tarif, de l'Origine, de la Valeur, du Transit et enfin de la Lutte contre la fraude douanière».

Les avancées enregistrées sur le terrain de la libre circulation et de l'Union douanière sont depuis lors nombreuses. «Sur la question cruciale de la nomenclature et du tarif, les participants ont dressé l'état des lieux de l'avancement du processus de mise en œuvre du SH (Système harmonisé) dans les États membres. Ils ont défini les actions nécessaires pour garantir une migration vers le SH 2022 pour tous les pays de la Commission de la Cematic, ainsi qu'une projection pour une application coordonnée de la version SH 2027», est-il indiqué.

L'assistance technique du

Programme Union européenne-Organisation mondiale des douanes (UE-OMD) sur le Système harmonisé (SH) en Afrique et celle des représentants de la CNUCED, du FMI-Afritac, de la Zlecaf et des partenaires stratégiques de la Cematic auront été déterminantes. Elles ont notamment donné lieu «quant à l'aspect sur l'Origine, à la présentation et au partage d'une solution informatique centralisée et développée pour la dématérialisation de la procédure d'agrément de l'origine Cematic (Cicoc) et sur le Programme UE-OMD Origine en Afrique», rapporte encore le communiqué de l'institution sous-régionale. De beaux jours donc en perspective pour les populations de la sous-région.

Théodore Ayissi Ayissi

INDICATEURS

Retour de la paix en Centrafrique: de nouveaux progrès à l'actif de la Minusca

La situation sécuritaire est «calme. Les forces de défense et les forces de sécurité interne font des patrouilles dans les villes de la préfecture et dans les communes de la préfecture pour protéger les civils». Telle est l'évaluation de la situation à Nana Mandéré faite par le secrétaire général de cette préfecture centrafricaine. Aux dires de Dieudonné Nondi, cette évolution positive vers un retour définitif de la paix en République Centrafricaine (RCA) n'est rendue possible que grâce au concours de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca).

«Les patrouilles à Nana Mandéré sont appuyées par la force de la Minusca», indique à titre d'exemple l'autorité administrative. Il relève également, au cours de la conférence de presse hebdomadaire du 16 août dernier, que d'autres progrès dans la région de l'Équateur sont aussi à mettre à l'actif de la collaboration avec la Force onusienne. Dieudonné Nondi mentionne entre autres



La Beac fidèle à ses options de politique monétaire

«l'aménagement des routes, des ouvrages d'art, la réhabilitation, la construction et l'équipement des bâtiments administratifs». Des avancées qui ont poussé la «préfecture à redynamiser l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), le Comité de mise en œuvre préfectoral

(CMOP), le Comité technique de sécurité (CTS) et des comités locaux de Paix et Réconciliation (CLPR)», est-il annoncé. L'intention derrière étant de «sensibiliser les jeunes pour la restitution volontaire des armes et effets militaires», est-il souhaité.

TAA

MARCHÉS

Surliquidité bancaire: des ponctions de 400 milliards FCFA envisagées par la Beac



Le dévouement des soldats de la Minusca récompensé

Les options prises par le Comité de politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) en faveur de la stabilité des prix en zone Cematic restent d'actualité. La Banque centrale a procédé du 7 au 11 août dernier au lancement de quatre avis d'appel d'offres. Il s'agit, selon elle, d'autant d'opérations de reprises de liquidités sur le marché monétaire. Et les comptes faits révèlent une volonté de l'institution bancaire sous-régionale d'opérer une ponction sur les disponibilités financières des établissements bancaires de la sous-région, d'un mon-

tant total de 400 milliards FCFA.

Jusqu'au moment de mettre sous presse, seulement 140 milliards avaient déjà été retirés du circuit. Ce dénouement est la résultante des deux premières opérations lancées le 7 et le 9 août dernier. La Beac entendait alors reprendre tour à tour, «des liquidités de maturité longue d'un montant de 50 milliards FCFA; et des liquidités d'un montant de 150 milliards». A en croire la Banque centrale, 30 milliards FCFA seulement ont été repris dans la première opération et 110 milliards dans la deuxième. Les taux de sous-

cription s'étant successivement situés à 60% et à 73,33%.

Les résultats des deux derniers avis d'appel d'offres lancés le 11 août dernier restent par contre encore attendus. Ces derniers portaient également sur des montants de 50 milliards FCFA et 150 milliards FCFA. Le délai de souscription était fixé au 17 août 2023, avec des dates d'échéance arrêtées au 14 septembre pour l'opération de reprise de 50 milliards et au 24 août prochain pour celle relative à la ponction de 150 milliards FCFA.

TAA

THERMOMÈTRE

Audit financier à la Cematic: au cœur du tête-à-tête Obiang Nguema Mbasogo-Engonga Edjo'o

Le président de la Commission de la Cematic a récemment été reçu au Tchad, en Centrafrique et au Cameroun. Sa «mission circulaire» entreprise dans la sous-région l'a, cette fois, menée ce 9 août 2023 en Guinée Équatoriale. Toujours avec le même objectif. A savoir entre autres: «rendre compte des actions menées par le nouveau gouvernement de la Commission de la Cematic qu'il préside depuis le 2 juin 2023, date de sa prestation de serment à Ndjamena», a déclaré Baltasar Engonga Edjo'o. Et au rang des sujets au menu de l'audience accordée par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, il y a l'audit administratif, financier et des ressources humaines en cours au sein de l'institution sous-régionale.

«Un accent est mis sur cet audit pour avoir une bonne lisibilité de la situation de la Commission», explique le dirigeant communautaire. «Je ne pouvais qu'initier au niveau

institutionnel un audit qui prend en compte tous les aspects, tant financiers qu'humain, afin de connaître l'état exact de la Commission, avant de mettre en œuvre mon plan d'action», ajoute-t-il.

C'est en effet à partir des résultats encore attendus de l'opération en cours que la prochaine étape de gouvernance va se dessiner. «Je pourrais alors élaborer et mettre en œuvre un Plan stratégique pour la Cematic que je pourrais aisément justifier devant les États membres». La perspective pour Baltasar Engonga Edjo'o est de permettre aux différentes instances communautaires de contrôle d'«être en capacité réelle de pouvoir évaluer les actions menées par la nouvelle équipe dirigeante de la Commission de la Cematic. De façon justement à pouvoir également disposer d'éléments comparatifs entre la gestion de celle-ci et celle de l'équipe précédente», souligne le responsable sous-régional à l'inten-

tion du président équato-guinéen.

Un honneur pour lequel le président de la Commission de la Cematic a une fois de plus tenu à exprimer sa gratitude à son illustre hôte. Après avoir aussi veillé à «renouveler ses déférents remerciements au président Obiang Nguema Mbasogo, qui a convalu ses pairs de la Conférence des chefs d'État de la Cematic, d'accorder leur confiance à sa modeste personne pour présider aux destinées de la Communauté», a-t-il assuré.

Le tête-à-tête était par ailleurs l'occasion pour Baltasar Engonga Edjo'o de «recueillir (sur ces sujets et d'autres, Ndlr) les hautes instructions et orientations du président de la République, relatives notamment à la nouvelle vision qu'il compte imprimée en tant que président de la Commission, pour une intégration économique réussie en Afrique centrale», a-t-on appris.

TAA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland



CNPS NSBIF
Caisse Nationale de Prévoyance Sociale / National Social Insurance Fund
You will never live alone

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 41 du 09 AOUT 2023

Première édition du concours sur les bonnes pratiques en matière de sécurité et santé au travail.

La CNPS annonce le lancement des inscriptions au concours de bonnes pratiques en matière de sécurité et santé au travail sur l'ensemble du triangle national. Le thème est : **"un environnement de travail sûr et sain. Halte aux nuisances sonores : l'ouïe n'est pas seule en danger"**

Les objectifs de ce concours sont : (i) la sensibilisation des entreprises sur l'importance de la prévention des risques professionnels non seulement pour les travailleurs mais aussi pour l'entreprise et l'économie de manière générale ; (ii) la mise en valeur des bonnes pratiques en sécurité et santé au travail dans les entreprises de notre pays ; (iii) la communication et la diffusion des avantages et informations sur les bonnes pratiques afin que celles-ci fassent tâche d'huile.

Cette première édition vise la participation de toutes les entreprises quelle que soit leur taille. Des prix seront décernés aux trois lauréats.

Ce concours se déroulera selon le calendrier ci-dessus :

- De ce jour au 20 septembre : inscription des candidatures ;
- De la date d'inscription jusqu'au 29 septembre : production des éléments qui seront sollicités par mail ;
- Sélection de 5 candidats ;
- Organisation d'une finale radio-télévisée devant un jury et remise des prix aux trois lauréats du concours.

La participation à ce concours se fait par un accord de l'employeur, transmis par courriel à l'adresse sprp@cnps.cm ou sous pli à l'attention de monsieur le Directeur général de la CNPS.

N.B : Lancement des inscriptions à compter de ce jour jusqu'au 20 septembre 2023 à 15H30.



Noël Alain Olivier Mekuba
Mvondo Akame

04/08/2023
NEC/BV, N/DM/ZESD/OE/F
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland



CNPS NSBIF
Caisse Nationale de Prévoyance Sociale / National Social Insurance Fund

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
SOUS-DIRECTION DES IMMEUBLES
Service des Immeubles de Rapport

N° 39 /23/CNPS/DG/DAG/SDI/SIR

Yaoundé, le 04 AOUT 2023

COMMUNIQUE

LA CNPS (CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE) INFORME LE PUBLIC QU'ELLE A CONCLU UN CONTRAT DE LOUAGE EN SON TEMPS AVEC LA SOCIETE GISA-CAMEROUN SARL (GARAGE INDUSTRIEL ET SERVICES ASSOCIES) QUI INTERDISAIT FORMELLEMENT LA SOUS-LOCATION.

QUELQUES ANNEES PLUS TARD, DU FAIT DE L'INEXECUTION PAR LE PRENEUR GISA-CAMEROUN SARL DE SES OBLIGATIONS SUBSTANTIELLES, EN L'OCCURRENCE, LE PAIEMENT DES LOYERS, L'ORGANISME A INITIE UNE PROCEDURE JUDICIAIRE D'EXPULSION QUI A DONNE LIEU A L'ORDONNANCE N° 08 DU 28 AVRIL 2016 REVETUE DE LA GROSSE, ET DONC, DEVENUE EXECUTOIRE.

SUR CES ENTREFAITES, LA CNPS A DECOUVERT QU'UNE SOCIETE DENOMMEE « LA CENTRALE AUTOMOBILE » OCCUPE SON IMMEUBLE, MEME SI, VERIFICATIONS FAITES, CET OCCUPANT DE FAIT A UN LIEN JURIDIQUE AVEC GISA-CAMEROUN SARL.

DANS L'OPTIQUE DE REPREDRE POSSESSION DE SON IMMEUBLE, LA CNPS INVITE TOUS LES OCCUPANTS DUDIT IMMEUBLE A LE LIBERER SOUS-HUITAINE DES LA PUBLICATION DU PRESENT COMMUNIQUE. PASSE CE DELAI, ELLE PROCEDERA A L'EXPULSION DE TOUS OCCUPANTS, CONFORMEMENT A LA DECISION DE JUSTICE SUS-EVOQUEE AVEC SAISIE DE TOUS LES BIENS QUI S'Y TROUVENT EN GARANTIE DU PAIEMENT DE SES CREANCES DE LOYERS.



Akoumou Christian Eric
Directeur Général et par déléguation
Directeur des Affaires Générales

«Daniel Yagnyè Tom: une vie de foi et d'amour pour le continent africain»

L'auteur André Marcelino MANGO SIBI est né en 1979 à Sócolo, CABINDA. Il a obtenu un diplôme en communication sociale et une maîtrise en sciences politiques et en administration publique de l'université Agostinho NETO. M. André Sibi a travaillé pour le régiment de génie et de construction militaire et pour le groupe Edições Novembro. Il est actuellement rédacteur en chef du «Jornal de Angola» et enseigne la communication sociale à l'Instituto Superior Técnico de Angola (ISTA) et à l'université Jean Piaget.

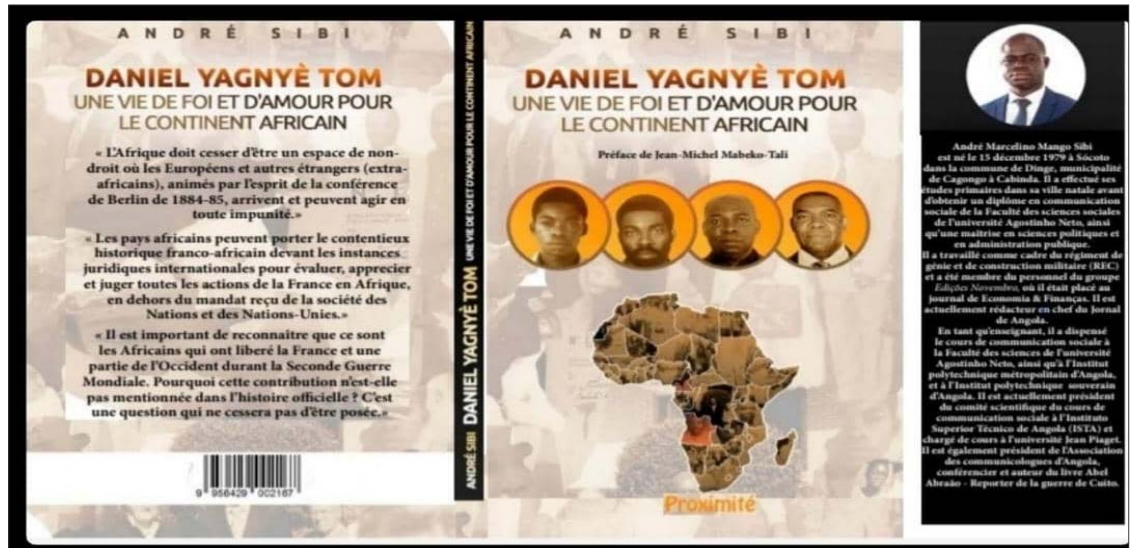
Ouvrage biographique sous forme de reportage d'investigation de 175 pages: «DANIEL YAGNYÈ TOM – UNE VIE DE FOI ET D'AMOUR POUR LE CONTINENT AFRICAÏN». D'après la traduction du livre original en portugais d'André SIBI: «DANIEL YAGNYÈ TOM, UMA VIDA DE FE E AMOR PELO CONTINENTE AFRICANO» – Editions Proximité – Yaoundé – 2023.

Cet ouvrage est un témoignage captivant et inspirant d'un homme qui a consacré sa vie pour la libération de son pays et de son continent du joug néocolonial. En exil en Angola depuis presque 38 ans, il défend la vision d'un Cameroun et d'une Afrique unie, démocratiques, prospères et respectueux des droits humains. Il appelle à un changement radical du système politique camerounais et à une intégration continentale de l'Afrique.

Pour le préférer le professeur Jean Michel MABEKO-TALI, «en tant que panafricaniste, le Dr Yagnyè a utilisé ses acquis professionnels et matériels pour poursuivre le combat initié par la génération de Ruben Um Nyobe, Ernest Ouandié, Félix Moumié, Michel Ndoh, entre autres. Le Dr Daniel Yagnyè est un neuropsychiatre accompli en Angola. Il nous rappelle des thèmes importants à transmettre aux jeunes générations de militants panafricanistes alors que nous assistons à une nouvelle lutte entre puissances étrangères pour une nouvelle partition du continent africain. Il rappelle que les grandes figures historiques du MPLA ont maintenu leur solidarité militante avec l'UPC. Le MPLA et l'UPC ont un long compagnonnage militant et panafricaniste depuis les années 1960».

Première partie

Daniel Yagnyè Tom est



né en 1955 à Douala. Son enfance a été marquée par la lutte pour l'indépendance en raison de l'implication de sa famille paternelle et maternelle, dont certains membres ont été massacrés lors de la guerre pour l'indépendance. Après avoir réussi ses études secondaires, il a obtenu une bourse pour poursuivre des études en médecine en 1975. Une fois sur place, il a réalisé les différences entre son pays et les autres. Cela a conduit au développement de son activisme politique en Union Soviétique, parallèlement à sa formation en médecine.

En 1978, Daniel Yagnyè a été nommé représentant de l'Union Nationale des Etudiants Socialistes du Kame-run (UNESK) en Union Soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est. Il a rencontré des difficultés lorsqu'il a commencé à s'engager dans des activités politiques. Les autorités du conseil municipal de Volgograd lui ont fait savoir qu'il ne pouvait pas continuer ces activités pour des raisons diplomatiques et qu'il serait expulsé s'il persistait. Daniel Yagnyè était pris dans une nasse et devait trouver une porte de sortie très rapidement.

En 1982, il a assisté à un congrès secret de l'UPC en France et a reçu le mandat de Représentant Spécial de l'UPC dans toute l'Union Soviétique et les pays de l'Europe de l'Est. Daniel Yagnyè a été contacté par un scientifique qui lui a ouvert de nouveaux horizons. M. Kim a déclaré qu'un parti tel que l'UPC ne meurt jamais, quelles que soient les difficultés.

11 ans après son arrivée

en Russie, son diplôme en neurologie en poche tout comme une bonne formation en psychiatrie, le Dr Daniel Yagnyè a été envoyé en Afrique, par l'université, pour faire de la recherche au Congo Brazzaville. Le 02 mai 1986, transitant pour une semaine par Luanda en Angola pour rendre visite à son camarade Emock Elang Thomas, dit «Antonio Da Costa». A son arrivée, il a été choqué par son apparence. Son camarade Costa était méconnaissable, d'une maigreur cadavérique. Il était confronté à un dilemme car il ne voulait pas laisser son ami dans ces conditions.

Deuxième partie

Après une note sur la survie en Angola, y compris le début de l'activité médicale à Luanda, l'éveil de la veine entrepreneuriale, la création d'une famille en Angola et la réorganisation et projection de l'UPC à Luanda, la deuxième partie, aborde le cœur du problème, l'Union des Populations du Cameroun, l'imposition de l'autonomie au lieu d'une véritable indépendance, les premiers éléments constitutifs du Contentieux Historique Cameroun-France le Contentieux Historique National en tant qu'émanation du Contentieux Historique Cameroun-France.

Tout premier neurologue africain de d'Angola, pays alors ravagé par une guerre fratricide, Dr Yagnyè va mettre sur pied le tout premier service de neurologie en Angola dans la capitale Luanda. Les logements étant rares, il va vivre dans un container

durant quelques années avec sa famille, un ami de nationalité béninoise l'ayant conseillé d'épouser une jeune femme angolaise pour ne pas se retrouver, un jour, expulsé par les autorités de ce pays. Le volet médecine est largement évoqué dans cet ouvrage.

Il y a plusieurs décennies, Dr Yagnyè a commencé à faire des recherches sur l'histoire réelle de son pays. Il s'est inscrit dans une université européenne renommée pour obtenir un Master en «Gouvernance et Organisations». Pendant ses études, il a eu accès à une collection de microfilms sur l'histoire du Cameroun et ses relations avec la France. Avec ces nouvelles connaissances, il s'est lancé dans la lutte pour la résolution du contentieux historique.

Trahison

Pour le Dr Yagnyè le point focal demeure «Douala, le 27 août 1940», date qui marque la véritable indépendance du Cameroun et le début de la trahison de la France. Le Dr Yagnyè est déterminé à révéler l'histoire du Cameroun, qui n'a jamais été une colonie française. Il veut éclairer les populations et les jeunes générations qui ont été trompées par les mensonges de la France et de ses alliés camerounais. Les temps changent et le Cameroun ne doit plus être exploité par la France.

Le point faible de cet ouvrage réside dans les non-dits et les nombreuses retenues. Le Docteur Yagnyè parle avec beaucoup de pudeur de sa famille. Le livre ne permet pas d'appréhender ses ambitions

réelles. Il ressort comme une intransigeance et pratiquement une obsession pour la Résolution du Contentieux Historique Cameroun-France.

Le point fort de cet ouvrage réside dans une transcription rigoureuse de l'histoire réelle de notre pays, le Cameroun, qui nous a été trop longtemps cachée. Il permet une meilleure compréhension de la situation politique actuelle. Nous pouvons citer le tribalisme, le repli identitaire, ce que le Docteur Yagnyè appelle le problème Bassa, Bamiléké, Beti, la guerre au Cameroun occidental. Il y a la genèse et explication de la mainmise de la France, avec la fatidique date du «27 août 1940» à Douala.

Libération

Cet ouvrage biographique est un précieux document sur la tragédie que vivent notre pays et les pays africains francophones en général. Il y a à peine 10 ans, il était difficile, voire périlleux d'en parler. Il faut saluer ce travail de recherche rigoureuse effectué par un médecin durant plusieurs décennies. La Résolution du Contentieux Historique Cameroun-France est le préalable pour la véritable libération du Cameroun. Je vous recommande vivement cet ouvrage.

Cet ouvrage se trouve à Yaoundé, à la Librairie des Peuples Noirs, Montée SNI (contactez Françoise au 6 77 49 81 95) ou à la Librairie Clé Equinoxe, Maison du livre et de la presse (contactez Mme Dongmo au 6 93 88 12 62.). Le prix est de 12000 francs CFA.

Isabelle Essono (correspondance particulière)

Olivier Mbessité

À l'aune de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), les États de la Cémac doivent conjuguer leurs efforts pour démasquer ce qui infecte le commerce transfrontalier de produits dangereux pour la santé.

Le Cameroun est la malle nourricière de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Cela est perceptible dans la zone des trois frontières Kyé-Ossi-Ebibéyin-Bitam. À Ambam (région du Sud au Cameroun), au lieu-dit marché mondial, les revendeuses de produits vivriers «bayam sellam» sont les vedettes du commerce transfrontalier. Elles ravitaillent la sous-région Cémac en denrées alimentaires, à l'instar de la banane-plantain, des fruits et légumes frais. Certes l'activité se porte bien, mais elle n'est pas exempte de griefs. Certains agriculteurs et commerçants utilisent des substances nocives comme le formol pour murir leurs produits ou les conserver à l'état frais. Le cas des tomates et légumes.

Face à de telles pratiques dénoncées dans l'édition du 569 du journal Intégration, l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa), par la voix de Alia Maheva Bongo Ondimba fait savoir que «les produits alimentaires partant



Surveillance renforcée dans la zone des trois frontières

du Cameroun et qui comportent du formol seront systématiquement refoulés de la frontière». Et de poursuivre: «les mesures seront mises en place pour garantir la sécurité et le bien-être des consommateurs».

Danielle Nlate, présidente du Réseau des femmes actives de l'Afrique centrale (Refac), entérine et soutient les mesures prises par les autorités gabonaises. Celle qui est par ailleurs aujourd'hui une militante pour l'émergence d'un marché intra africain, la Zlecaf notamment, interpelle les autorités camerounaises à suivre l'exemple du pays voisin. «L'État du Cameroun devrait

duement sévir et condamner à des lourdes peines ces contrefacteurs. Tout comme le Gabon l'a fait, les pays de la sous-région doivent ensemble mettre en place un système de contrôle pour pallier ce mal», s'indigne-t-elle.

L'information et formation

Pour la promotrice de la Fotrac, les femmes exerçant dans le commerce des fruits et légumes ou autres denrées suspectées doivent être bien «informées sur ces pratiques malsaines pour ne pas tomber dans le piège des contrefacteurs et les revendeurs». Et de poursuivre: «Ces

femmes doivent être formées afin qu'elles puissent identifier aisément ces produits formolisés». Pour cela, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) doit «mettre à contribution des experts phytosanitaires pour accompagner ces actions aux côtés du ministre du Commerce et d'autres entités en charge de la prévention de la sécurité sanitaire», plaide Danielle Nlate.

Selon la présidente du Refac, ces pratiques malsaines constituent à coup sûr un frein majeur au commerce transfrontalier, surtout à la libre circulation des biens et des personnes à l'ère de la Zlecaf. Or la Zlecaf, à travers le protocole sur les femmes et les jeunes offre une certaine sécurité aux acteurs dans l'exercice de leurs activités. Les femmes et les jeunes doivent profiter de l'opportunité de ce vaste espace marchand. «C'est notre but afin de sortir de l'informel et briguer d'importantes marges de bénéfices», conclut la dirigeante d'association.

CÉMAC

Le formol, obstacle à la libre circulation des produits agricoles

CÉMAC-INDE

LE TEMPS DES MÉTIERS DE L'INDUSTRIE NUMÉRIQUE

L'Université inter-États Congo-Cameroun s'ouvre à KL University de l'Inde

Depuis le 8 août dernier, l'Université inter-États Congo-Cameroun est en convention de coopération académique avec CK University de Vaddeswaram de l'Inde. La convention vise à renforcer les formations dans les métiers de l'industrie numérique. Marcel Fouda Djodo, coordonnateur de l'institution universitaire sous-régionale, «les universités indiennes ont trouvé l'intérêt d'avoir un partenariat académique avec l'Université inter-États Congo-Cameroun, beaucoup plus spécialement l'École supérieure internationale du génie numérique de Sangmélina».

L'Université inter-États Congo-Cameroun, créée le 21 décembre 2012 par la volonté des deux chefs d'État Paul Biya et Denis Sassou Nguesso, ambitionne de «faire émerger un nouveau type d'universités, l'université des technologies, un pôle d'excellence technologique en Afrique centrale. C'est-à-dire une université qui s'intéresse à la création des richesses économiques, des produits et services des entreprises». L'intérêt pour l'Université inter-États Congo-Cameroun est l'écosystème des entreprises de KL University. En fait, une université des technologies est un catalyseur de développement industriel, nous devons donc former des capitaines d'industries ou une culture industrielle, parce qu'on se rend compte qu'ils sont formés dans un environnement qui n'est pas industriel. Nous allons donc chercher chez KL University la capacité d'immerger nos étudiants dans l'environnement industriel de l'Inde dont on sait qu'en matière de numérique, c'est l'un des géants mondiaux de cette industrie aujourd'hui», fait savoir Marcel Fouda Djodo.

Défis

À quelques encablures de la prochaine rentrée académique, l'Université inter-États Congo-Cameroun poursuit de nombreux défis. «Nous sommes déjà là à la dernière année de formation de la première cuvée de nos ingénieurs, il faut les préparer à s'insérer dans le marché du travail, et pendant toute la durée de leur formation, ils ont été formés pour développer les produits et des entreprises. Je peux vous assurer que nous avons une quarantaine d'entreprises en incubation, et pour lesquelles le plus grand défi qui nous tient à cœur est de trouver les financements pour ces entreprises», conclut Marcel Fouda Djodo.

OM

Théodore Ayissi Ayissi

Une participante tchadienne de la dernière édition de la Fotrac brise le silence et met en lumière un modus operandi qui lui a déjà coûté 400 000 FCFA. Les arnaqueurs, prétendument de nationalité camerounaise, attendent encore 3 millions FCFA d'elle pour lui donner accès à 20 millions FCFA.



Abbas Mahamat Tolli

Je soussigné, Abbas Mahamat Tolli, gouverneur à la Beac, certifie l'enregistrement conforme de Madame Amne Abdallah Aboul Khassim». De nombreux engagements de ce genre, consignés dans des documents et captures d'écran dont Intégration a reçu copie, sont attribués au patron de la Beac. Ils constituent pourtant les ficelles d'une arnaque bien montée autour des transferts de fonds internationaux par des individus aux noms et numéros de portable désormais connus. Des manœuvres aujourd'hui dénoncées par

une victime déjà délestée de 400.000 FCFA. Les arnaqueurs, apparemment de nationalité camerounaise et se revendiquant proches d'Abbas Mahamat Tolli, «lui réclament encore 3 millions FCFA pour soi-disant libérer 20 millions FCFA». Ainsi que l'atteste Danielle Nlate, promotrice de la Fotrac à laquelle cette participante tchadienne s'est confiée.

Modus operandi

Les faits débutent au mois de juin dernier. Amne Abdallah Aboul Khassim veut faire transférer depuis le Tchad une somme de 20 mil-

lions FCFA à l'étranger. La femme d'affaires ignore qu'elle n'est pas concernée par les dispositions de la réglementation des changes. Lesquelles imposent des formalités pour «les transferts vers l'étranger d'un montant supérieur à 100 millions FCFA», précise l'article 88. Ses bureaux, parmi lesquels un certain «Boukar des Ressources humaines de la Beac», en profitent.

Ils exigent de l'argent à envoyer à destination du Cameroun via Western Union, d'abord à Ulrich Armel Kamdem Wadjo, et finalement à Achikouo Ngachili Ibrahim. Ce que fera la Tchadienne en effectuant un premier versement de 400.000 FCFA, après obtention de certaines garanties. Notamment l'identité du destinataire et plusieurs échanges téléphoniques, y compris croit-elle alors, avec Abbas Mahamat Tolli.

«En soirée, j'étais dans le bureau du gouverneur (...), il m'a dit qu'il a parlé avec vous et que nous allons finir la procédure demain». Le même

Boukar lui indique alors «d'envoyer l'argent au nom du coursier». Un numéro de téléphone est également communiqué.

Reliquat

Toutes ces manœuvres devaient prendre fin à l'issue d'un ultime versement encore attendu. «Cet accord spécial autorise Madame Amne Abdallah Aboul-Khassim (...) à récupérer son argent par virement ou par transfert après la confirmation d'enregistrement des signatures, timbres de ce document, en versant la somme de 3 000 000 FCFA». C'est ce qu'il ressort de l'un des deux faux documents produits et censés anesthésier la réticence de la victime. Il s'agit pour le premier d'une «Souche d'enregistrement à titre personnel dans le serveur de la Beac pour un financement commercial» et pour le second, d'une «Autorisation de transfert de fonds international». Les documents établis le 26 et le 29 juin 2023 portent la signature falsifiée du gouverneur.

TRANSFERTS DE FONDS INTERNATIONAUX

Le gouverneur de la Beac «impliqué» dans une arnaque

Crise humanitaire et insécurité alimentaire: la patate douce peut-elle être une solution durable?

Dans le prolongement des efforts visant à localiser l'aide humanitaire au Cameroun et en République démocratique du Congo (RDC) par le truchement des cultures locales afin d'assurer la sécurité alimentaire et générer des revenus, deux humanitaires racontent leur périple de deux jours de route dans la région du Nord-Ouest du Cameroun pour créer un champ semencier pilote de patate douce devant servir à nourrir les écoliers des quelques écoles encore opérationnelles.

Nous avons entrepris un voyage de Bamenda à Oku avec l'espoir que la route serait ouverte, mais hélas, les voies sont restées obstruées en raison des barrages routiers causés par les villes mortes imposées par les groupes séparatistes. Nous avons dû emprunter un itinéraire plus long, couvrant une distance d'environ 459 kilomètres, traversant sept villes, endurant plus de 36 heures de voyage en voiture et à moto pour finalement arriver à Oku», raconte Karen Tatah, une humanitaire travaillant pour Nascent Solutions, une ONG engagée dans la promotion d'une Afrique autonome et libérée de la pauvreté, qui opère dans cette région.

Le but de ce long voyage risqué était de rencontrer un groupe de 20 parents afin d'établir un champ semencier pilote pour deux variétés de patate douce à chair orange (PDCO), un type de patate douce riche en bêta-carotène, le précurseur de la vitamine A. Une semaine plus tôt, ils avaient reçu quelque 600 boutures et tenaient à éviter qu'elles ne se gâtent et assurer ainsi la disponibilité du matériel de plantation lors de la reprise des cours en septembre.

«Nous fournissons des déjeuners quotidiens et des rations périodiques à emporter grâce à des produits alimentaires fournis par le ministère de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique ou provenant des jardins scolaires et des fermes communautaires dans le cadre de notre programme d'alimentation scolaire à domicile en faveur de 240 communautés dans quatre régions du Cameroun. Cette approche novatrice nous aidera à introduire les racines hautement nutritives de PDCO dans leurs repas de midi et donc à améliorer l'attention et l'assiduité des enfants», a expliqué avec enthousiasme Charles Nche, un responsable humanitaire qui faisait partie de l'expédition d'Oku.

Renforcement des capacités de production de semences de plantain et de patate douce de qualité dans les contextes humanitaires

Une semaine avant cette expédition, Karen Tatah, ainsi que 17 autres participants is-



Des humanitaires de Nascent Solutions avec le groupe des parents de l'arrondissement d'Oku, dans le Nord-Ouest en train de créer un champ semencier de PDCO

sus des différentes régions touchées par des crises violentes dans le pays, ont assisté à une formation organisée à Bandjoun, dans l'Ouest du Cameroun, sur les techniques améliorées de multiplication rapide des semences de patate douce et de plantain, les maladies liées à ces cultures et le développement des compétences commerciales de base dans les contextes humanitaires.

«En 2018, j'ai été kidnappé deux fois et ma résidence a été incendiée. Par la suite, j'ai fui à Fombot avec ma famille. En tant que leader des personnes déplacées internes (PDI), j'ai procédé à l'enregistrement de 2 400 PDI à Fombot dans 22 villages. Avec l'introduction de la production et de la multiplication des semences de patate douce et de plantain, trois groupes se sont formés et tentent actuellement de légaliser leur existence. En raison de l'immensité de l'arrondissement de Fombot, nous disposons d'un champ semencier pilote centralisé et de cinq petites unités placées à des endroits stratégiques. Lors de notre exercice de contrôle deux semaines plus tard, nous avons observé un taux de survie de 85 % pour les boutures qui avaient été plantées», a expliqué Vincent Ndimanjeh, un représentant des groupes de personnes déplacées à Fombot.

«Dans l'Extrême-Nord, l'insécurité alimentaire est évidente. Ainsi, avec toutes les connaissances acquises lors de cette formation, il est important que nous introduisions les cultures à racines, tubercules et plantain dans nos interventions humanitaires, au regard de leur valeur nutritionnelle, leur facilité de

culture et leur cycle de production», a déclaré Roland Palai, un agronome représentant InterSos, une organisation humanitaire offrant protection, sécurité alimentaire, eau et hygiène, et assistance sanitaire aux déplacés internes.

Une expérience pilote de localisation des réponses humanitaires

L'initiative vise à tester des réponses localisées aux crises humanitaires en s'appuyant sur l'amélioration des systèmes alimentaires existants au niveau local. Jusqu'à présent, au Cameroun, six champs semenciers pilotes ont été établis à Oku, Ekona, Bandjoun, Bamenda et Bamboi, tandis que d'autres seront mis en place au niveau des arrondissements une fois que davantage de boutures auront été récoltées. Depuis la formation des formateurs en juin, trois sessions régionales de restitution ont déjà été organisées dans les régions du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord afin de transmettre les connaissances acquises aux communautés les plus touchées localement.

Depuis 2016, des revendications linguistiques et politiques ont incité les groupes séparatistes anglophones à recourir périodiquement à des mesures violentes telles que des villes mortes, des barrages routiers et des fermetures d'écoles, entraînant ainsi le déplacement de centaines de milliers de personnes, des pertes en vies humaines et des affrontements sanglants entre les forces de sécurité et les groupes séparatistes armés.

Selon le Bureau de la coordination des affaires hu-



Vue panoramique de la salle lors de la formation sur l'entrepreneuriat des semences de plantain et de patate douce dans les contextes humanitaires dans le cadre du projet Tools4SeedSystems, CPF Mbouo Bandjoun, Cameroun: 28 juin 2023



Vincent Ndimanjeh, un représentant des groupes de personnes déplacées à Fombot, lors de la formation sur l'entrepreneuriat des semences de plantain et de patate douce dans les situations humanitaires dans le cadre du projet Tools4SeedSystems, CPF Mbouo Bandjoun,

manitaires au Cameroun (OCHA), l'impact du conflit et de l'insécurité, des épidémies et du changement climatique ont plongé 4,7 millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire au Cameroun. En 2023, les acteurs humanitaires auront besoin de 407 millions de dollars pour venir en aide à 2,7 millions de personnes parmi les plus vulnérables. La Banque Mondiale estime, quant à elle, que le conflit a entraîné une baisse du taux de croissance annuel du PIB du Cameroun de 1 à 1,5 %.

«Pour soutenir les efforts du gouvernement camerounais visant à résoudre la crise humanitaire, la promotion des cultures à racines, tubercules et bananes pourrait considérablement réduire la durée des interventions de secours, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, augmenter les revenus des communautés touchées et, surtout, apporter des solutions durables», a déclaré le Dr Dieudonné Harahagazwe,

représentant pays du CIP au Cameroun.

«Au Centre international de la pomme de terre (CIP), nous introduisons de nouvelles variétés de patate douce plus productives et résistantes aux maladies courantes, et nous construisons des serres pour que les producteurs aient accès à des semences de qualité», a ajouté Victorine Yaya Fornkwa, spécialiste de la pomme de terre et chercheur au CIP Cameroun.

Les interventions au Cameroun et en RDC font partie du projet #Tools4SeedSystems, financé par le Bureau d'assistance humanitaire (BHA) de l'USAID, et exécuté par le Centre International de la Pomme de terre (CIP) en collaboration avec l'Institut International d'Agriculture Tropicale, l'Alliance de Bioversity et du CIAT, l'Université et la recherche de Wageningen, et l'Université de Floride.

Par Karen Tatah et Charles Nche

En pleine contestation de sa présence sur le continent:

INVESTISSEMENT CONTRE SENTIMENT

La France prédatrice ou bienfaitrice? La question fait plus que jamais débat en Afrique, sans que les partisans et les adversaires de l'un ou l'autre camp parviennent jusqu'ici à s'entendre. Un constat semble cependant faire à ce stade l'unanimité: la position de moins en moins confortable de l'ancienne puissance coloniale sur le continent. En lien notamment avec le rejet du franc CFA, mais aussi et surtout avec le démantèlement exigé de ses bases militaires et le départ de ses troupes de plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest. Le Niger est pressenti pour être le prochain pays à obtenir ce résultat. Face donc à ce qui s'apparente clairement à une montée en puissance du sentiment anti-français, l'Hexagone a décidé d'opposer ses propres arguments. En s'appuyant en particulier sur l'impact socio-économique de ses nombreux investissements sur le continent en général et en Afrique centrale en particulier. L'Agence française de développement (AFD), son bras séculier en la matière, vient de monter au créneau en publiant son rapport d'activité pour l'exercice 2022. Il s'agit d'un catalogue censé donner à réfléchir et qui fait le bilan des projets financés sur la période 2016-2022 par l'institution française. Lire le zoom.

Théodore Ayissi Ayissi

Théodore Ayissi Ayissi

Cela représente 1% des près de 1850 milliards FCFA de fonds directement injectés en Afrique centrale entre 2016 et 2022 par l'Agence française.

La présence française dans la sous-région c'est aussi les nombreux investissements de l'Agence française de développement (AFD). Les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) font en effet partie des cibles prioritaires des financements de l'institution hexagonale sur le continent, au même titre que la République Démocratique du Congo (RDC). Il ressort notamment du Bilan d'activité récemment rendu public que sur la période 2016-2022, le total des engagements de sa direction régionale Afrique centrale (DRAC) s'élève à 2,8 milliards d'euros, soit près de 1900 milliards FCFA. L'AFD dit avoir consacré 38 millions d'euros, soit environ 25 milliards FCFA à des projets multi-pays. Cela représente dans son portefeuille de projets, 1% de ses investissements dans la sous-région.

Dynamiques transfrontalières

Au total, «l'AFD soutient 13 projets régionaux en Afrique centrale à hauteur de 38 millions d'euros». A en croire le Bilan d'activité 2022 de l'Agence française, ces financements ont contribué prioritairement sur la période sous revue, à «renforcer les capacités des institutions régionales, à favoriser les dynamiques transfrontalières entre pays limi-

trophiés et à appuyer la gestion d'un bien public commun: la forêt du Bassin du Congo». Ces projets sont présentés comme multi-pays «au service de l'intégration régionale». Il s'agit ainsi pour l'institution française d'«apporter une réponse adaptée aux problématiques qui dépassent les frontières nationales comme la protection de la biodiversité», est-il précisé. Le rapport se montre évasif sur l'identité de ces projets à vocation régionale ayant bénéficié desdits financements français. Il indique par contre que «la DRAC a mobilisé toute sa palette d'outils (assistance technique, subventions, prêts et garanties), et s'appuie sur sa filiale Proparco pour

L'AFD DANS LA SOUS-RÉGION

C'est 25 milliards FCFA pour des projets multi-pays

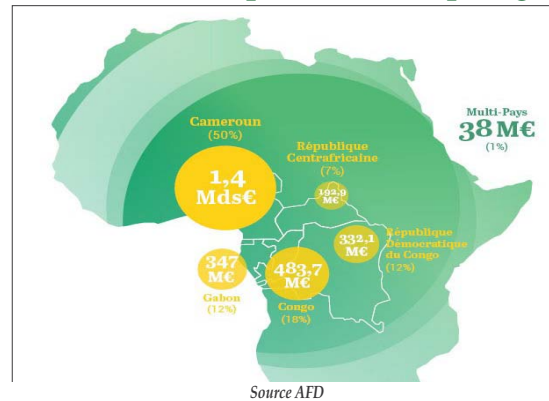
le rapport.

Portefeuille

Les fonds engagés ces sept dernières années par la direction régionale de l'AFD et évalués à 2,8 milliards d'euros doivent être majorés. La France se félicite en effet d'avoir également pu mobiliser sur la même période 487,4 millions d'euros, soit environ 320 milliards FCFA, grâce à Proparco. Toujours est-il que sur le montant total de 3,2 milliards d'euros (2096 milliards FCFA) d'engagements pris, seulement «1,7 milliard d'euros ont été versés entre 2016 et 2022, y compris les financements destinés aux projets multi-pays. 1,5 milliards d'euros restaient donc encore à verser au 31 décembre 2022», apprend-on de la situation du portefeuille de l'AFD en Afrique centrale.

2022

L'Agence française de développement a engagé l'année dernière «480 millions d'euros sur 48 projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire, du développement urbain, l'éducation, et de l'appui aux politiques publiques». Et à s'en tenir aux précisions du bilan d'activité, «8 millions d'euros, soit à peu près 5,2 milliards FCFA, ont été consacrés en 2022 à un projet multi-pays d'insertion à l'emploi et à l'entrepreneuriat des femmes avec un consortium d'ONG».



Source AFD

TAA

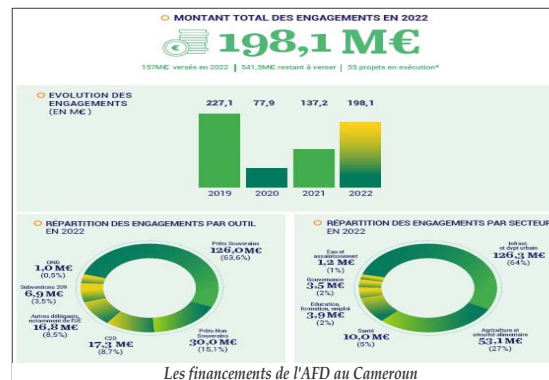
Ils ont empoché à eux seuls 234 milliards FCFA sur les 360 milliards FCFA d'engagement au profit de la sous-région en 2022.

Le classement des destinations de préférence des financements de l'AFD positionne le Cameroun et la RDC en tête des bénéficiaires en 2022. Le Cameroun se taille même la part du lion en captant 198,1 millions d'euros sur les 548,2 millions d'euros mis à la disposition de la sous-région par l'Agence française. «Il est historiquement l'un des pays d'intervention les plus importants du Groupe. Et en 2022, l'AFD l'a accompagné à travers des projets d'envergure comme le Programme Capitales régionales qui vise à moderniser cinq villes secondaires». A en croire également son bilan d'activité, les fonds ont par ailleurs servi «à des projets de sécurité alimentaire pour le déploiement d'une offre de service adaptée aux entrepreneurs ruraux, notamment dans le septentrion». 55 projets au total sont ciblés.

Le Cameroun est suivi dans ce classement par la RDC bénéficiaire

PROJETS NATIONAUX SOUS FINANCEMENT FRANÇAIS

Cameroun et RDC en vitrines de l'AFD



Les financements de l'AFD au Cameroun

de 158,2 millions d'euros. «Il s'agit de plus du triple des engagements des années précédentes au service d'un développement économique et social inclusif et durable». La cagnotte couvre le financement de 42 projets. Le rapport précise que

«l'Agence y a placé au centre de ses priorités la réponse à l'insécurité alimentaire, l'accès à l'électricité, ainsi que l'autonomisation des femmes».

Le Cameroun et la RDC pèsent ainsi à eux seuls 234 milliards

FCFA sur les près de 360 milliards FCFA à débloquer par l'Agence française de développement. Ce qui représente plus d'une fois et demie la part globale des autres pays de la Cemac. Le Congo Brazzaville a par exemple reçu en termes d'engagement de l'AFD, 97,8 millions d'euros pour 27 projets. Il est le troisième dans le ranking. Vient ensuite le Gabon et ses 76,6 millions d'euros versés par la France l'année dernière pour la réalisation de 11 projets. La protection de la biodiversité a constitué l'une des principales motivations d'une telle mobilisation de fonds.

Ladite mobilisation est restée plutôt faible pour la République Centrafricaine (RCA). La Centrafrique s'en est en effet tirée avec 17,5 millions d'euros d'engagement. Et seulement 14,7 millions d'euros ont été effectivement versés au 31 décembre 2022. Ces fonds sont censés couvrir le financement de 27 projets.

la France fait ses comptes en Afrique centrale

Théodore Ayissi Ayissi

L'Agence française de développement assure consacrer un peu plus de 70% de ses interventions dans la sous-région à ces trois enjeux. 256 000 exploitations agricoles familiales ont à titre d'exemple vu leurs performances économiques s'améliorer.

La répartition par secteur des financements de l'Agence française de développement sur la période 2016-2022 est sans appel. L'institution hexagonale assume de faire la part belle en Afrique centrale à trois d'entre eux en particulier. «En volume et nombre de projets, les principaux secteurs d'intervention du Groupe dans la région sont en effet les infrastructures, le développement urbain, l'agriculture et l'appui aux politiques publiques» relève le Bilan d'activité pour le compte de l'année 2022.

Cette répartition renvoie en termes de proportions et de pourcentage, aux «appuis budgétaires et fonds d'étude», soit 891,9 millions d'euros représentant 32,4% des fonds; aux infrastructures, transports et développement urbain pour un montant de 644,4 millions d'euros représentant 23,4% de l'ensemble des engagements; et enfin à l'agriculture et à la sécurité alimentaire pour une enveloppe de 399 millions d'euros, soit 14,5% de ses interventions dans la sous-région», peut-on lire dans le rapport.

Retombées

La France revendique déjà dans ces différents domaines de bons résultats, en ce qui concerne spécifiquement les projets engagés par l'AFD depuis 2020.



D'abord en matière agricole et de protection de la biodiversité, les chiffres font état de «256 000 exploitations familiales agricoles dont les performances économiques ont été améliorées; de 3 620 000 hectares de superficies bénéficiant de programme de restauration et de conservation de la biodiversité; et de 264 000 per-

sonnes dont les capacités ont été renforcées grâce à un meilleur accès aux services du secteur agricole, dont 35% de femmes».

Ce que la Cemac doit à la France

Développement urbain

Le développement urbain africain aussi fier allure dans la comptabilité de l'AFD. L'Agence parle de «1 633 000 habitants de villes dont la qualité de vie a été améliorée; de 2 009 000 personnes dont les conditions d'habitation, d'accès aux espaces publics ou aux équipements urbains socio-collectifs ont été aussi améliorées; et de 158 030 personnes dont les conditions de vie en ville ont été sécurisées suite à des crises».

Santé

C'est la même satisfaction en matière de santé. L'institution de coopération internationale de la République française pense l'Afrique centrale redevable de plusieurs avancées sur ce terrain. Et notamment de ce que «425 000 personnes sont désormais desservies par des structures et services de santé; 2 177 000 personnes ont en outre vu leur accès aux soins s'améliorer; et 2 257 400 bénéficient également d'une meilleure protection sociale», mentionne le bilan d'activité.

Formation

La coopération Afrique cen-

trale-France fait également des émules dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. Sur la foi des données communiquées par l'Agence, il ressort en effet que «560 400 enfants achèvent l'école primaire chaque année grâce aux programmes financés par l'AFD (nb/an) et que 749 400 élèves sont par ailleurs scolarisés au primaire et au collège (nb/an) dont 46% des filles».

Eau et assainissement

D'autres données se rapportant à l'accès à l'eau et à l'assainissement sont, enfin, à inscrire au chapitre des bons investissements de la France dans l'espace sous-régionale de la Cemac. Tant elles rendent compte d'un nombre important de personnes ayant vu leur situation se bonifier à la faveur de la mise en œuvre de projets financés par l'AFD. Il en est ainsi des «992 000 personnes qui bénéficient dorénavant d'un service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité et des 1 089 000 personnes sensibilisées à l'hygiène». L'AFD relève par ailleurs comme fait d'armes, avoir financé «62500 m3 de capacité de production d'eau potable au profit des populations». De quoi considérablement diluer le sentiment anti-français qui tend à s'installer.

TAA

85,7 milliards FCFA lui sont déjà affectés. Avec la gouvernance institutionnelle et les énergies, il fait partie des secteurs ayant capté une part non négligeable des financements et de l'expertise de l'instrument de coopération de la France.



Source Agence française de développement

AUTRES DOMAINES D'INTERVENTION DE L'AFD

Le secteur productif aussi dans les petits papiers

Les secteurs pour lesquels la Cemac et la RDC ont bénéficié des financements de l'AFD ne se limitent pas seulement à quatre. La France à travers son institution en recense encore au moins une demi-douzaine. Il s'agit spécifiquement «du secteur productif, avec 130,9 millions d'euros (environ 85,7 milliards FCFA) représentant près de 4,7% des engagements de l'AFD; ou encore de la gouvernance évaluée à 122,4 millions d'euros, soit autour de 4,4% des financements de l'institution française».

Ces chiffres viennent compléter ceux déjà évoqués au sujet de «l'éducation et de la formation professionnelle

(208 millions d'euros, soit 7,6%); de l'eau et assainissement (129,9 millions d'euros, soit 4,7%». Mention est par ailleurs aussi faite «des énergies et ressources naturelles (104,4 millions d'euros, soit 3,8%); de la santé (95,1 millions d'euros, soit 3,5%); et du climat et environnement pour un montant de 27,3 millions d'euros représentant 1,0% des engagements de l'AFD en Afrique centrale», est-il souligné.

Parité homme-femme

«En Afrique centrale, l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre font partie des priorités du Groupe AFD». En

guise de confirmation, on apprend ainsi du rapport d'activité qu'en «2022, près de la moitié des engagements dans les pays de la région ont eu pour objectif significatif de favoriser l'égalité femmes-hommes, pour un montant total de 204 millions d'euros (dont 46 millions pour ceux dont c'est l'objectif principal)».

Le document récemment rendu public précise enfin que l'AFD se déploie prioritairement au travers de certains outils financiers. En l'occurrence les prêts souverains (39,5%), les C2D (25,4%), les prêts non souverains (10%) et les subventions de projets (9,3%). La liste n'est pas exhaustive.

10 Enfants-mendiants: «rejetons» de l'effet bluff des écoles coraniques clandestines

Ils sont légion dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces gamins donnent à voir la face pernicieuse du mentorat dont ils ont bénéficié.

Ce 1^{er} juin 2023, ici à Maroua (Diamaré), le soleil laisse tomber une douce clarté sur le Carrefour Boucan. Il ne brûle pas. Telle une main de femme, sa chaleur est plutôt caressante. Habiba, un foulard sur les cheveux et un pagne noir, est, elle, fidèle à son poste. Quand on lui demande son âge, elle fait «7» avec ses doigts. A cette heure-ci, les enfants de son âge sont à l'école. Dans un français d'inspiration très pauvre qu'écortent une sourire attendri, les séquences de la vie d'Habiba s'enchaînent comme autant de lambeaux dramatiques maladroitement cousus les uns aux autres. D'un bout à l'autre, la suite débitée par cette enfant sent du réchauffé et d'ahurissantes invraisemblances. On a l'impression de tourner en rond, de jouer la longueur dans cette conversation qui bascule dans une trame insaisissable, imprévisible. En tout cas, d'elle-même, la gamine dresse un autoportrait en deux directions: pensionnaire d'une école coranique au quartier Djouroungou d'une part, et enfant interdite d'être elle-même d'autre part. Le tout a de quoi faire ouvrir de grandes oreilles aux petits comme aux grands. «C'est mon Mah'loum (marabout ou maître d'école coranique) qui m'a dit de venir souvent ici. Je demande de quoi manger et les gens qui me voient me donnent parfois 100 francs ou 25 francs, parfois du couscous de mil. Je mange et je garde pour Mah'loum», raconte-t-elle, les yeux pleins de moules.

Descriptif

Comme Habiba, plusieurs enfants écumant les rues dans plusieurs localités de l'Extrême-Nord. «Ils sont des centaines dans ce cas. Ils ont la mendicité publique comme dénominateur commun», résume le Dr Nafissatou. Face au tableau que la sociologue et enseignante à l'Université de Maroua présente, on se laisse surprendre par l'autopsie d'une réalité sociale mettant en scène de jeunes enfants. «Filles et garçons, ils sont généralement âgés entre 5 et 15 ans. Ils n'ont que leur débrouillardise pour survivre. La mendicité et le vol partagent leur quotidien. Ce sont des ramasseurs professionnels de mégots qu'ils fument. Ils sont les maîtres de la ville, ceux qui la connaissent totalement. Ils dorment dans des entrepôts désaffectés ou dans des no man's land sablonneux au pied de la montagne. Leur dextérité au poignard et au rasoir compense leur manque de force face aux adultes. Ils volent, participent à toutes sortes de mauvais coups, et si habilement que la police ne peut jamais les prendre sur le fait. Leur complicité, leur amitié, leur solidarité sans bornes permettent à ces jeunes garçons et



Gaglé, à l'entrée de Maroua: repaire de la pègre enfantine

filles en manque d'amour de malgré tout se raccrocher à une certaine humanité», détaille Dr Nafissatou.

Visages

Pour recouper ces dires, cap sur «Ngouou», un terrain vague à la sortie de Bogo, à une trentaine de kilomètres de Maroua. Négocier notre présence n'est pas facile sur ce «terrain sensible». A l'approche des enfants mendiants, l'on observe qu'ils sont vêtus de guenilles, sales, quasi affamés, lâchant des jurons et fumant des mégots. Il semble même que leur précarité ne les rend pas malheureux; leur joie de vivre explose à la face du reporter. Leur chef s'appelle Petit Adamou. Ses lieutenants sont «le Professeur» («parce qu'il aime feuilleter les bandes dessinées», disent ses amis), Touraba et Tchede. Ce sont les pseudos qu'ils s'attribuent les uns aux autres. Seul un blondinet balaféré, Adamou leur chef, a conservé le nom de feu son père. Ici cohabitent des gamins sans passé mais avec un présent fait de survie, de drogues, d'alcool, de folie et de luttes. Ils sont tous passés dans une école coranique. Comme dans toute société, il y a des clans, des rivalités. Mais, on se respecte aussi et parfois on s'aime. Les plus aguerris prennent sous leurs ailes les plus jeunes, les plus faibles, les plus fragiles. Il y a bien de quoi aboutir platement à la conclusion qu'il fait bon vivre ici.

Regards

Au sujet de ces enfants, chacun a un mot à dire. «Ce sont des enfants abandonnés ou orphelins, vivant en groupe pour commettre des vols et autres méfaits. On n'arrive pas à les haïr, sauf peut-être quand ils violent sur le sable des gamines de leur âge, de 8 à 10 ans», souffle Aziz Abdallah, homme d'affaires établi à Bogo. «Ça me fait beaucoup de peine d'être quand ils violent dehors toute la journée», se désole sœur Maria Goni de la cathédrale Notre Dame de l'Assomption de Maroua. Fokalbo Gatta, une activiste politique à Kolofata s'inquiète: «Ces enfants pourraient être embarqués par n'importe qui, c'est dangereux!» Un com-

mercant installé à la porte de Mora, lui, estime qu'il faut «les empêcher de mendier, mais à condition qu'ils trouvent autre chose» pour subvenir à leurs besoins. Pour Mohamed Awal, mototaximan à Yagoua, «le problème ne sera pas résolu de cette façon, tant qu'on n'a pas résolu la question des écoles coraniques clandestines dans la région de l'Extrême-Nord». Ici, tout le monde connaît le phénomène de la mendicité et celui des écoles coraniques non reconnues. Certains disent même qu'ils sont croissants, mais il n'existe aucune étude spécifique dessus. En tant que passant, on se demande souvent: pourquoi sont-ils là, de quoi ont-ils besoin. En tant que passant, quand on est sollicité, on se décide souvent à l'aune de critères subjectifs: comment ces bambins s'expriment-ils? Est-ce qu'ils se présentent bien? Comment justifient-ils leurs besoins? «Nous sommes à la fois dans la compassion et dans la lassitude d'être dérangé. Or, tous ceux qui mendient ont de réelles difficultés et nécessiteraient d'être aidés. Si bien que faire un choix, s'interroger sur nos propres critères, peut être très troublant. Pour certains, c'est si perturbant qu'ils préfèrent ne rien donner à personne», tranche Dr Nafissatou.

Sourate

A Mora, des anecdotes circulent au sujet de Mah'loum Issa. Octogénaire, grand, carrure athlétique, il est un souvent cité «en exemple». Cet homme qu'on connaît ici à Mora par ses aventures de jeunesse et ses multiples séjours en prison, est allé à Kera (département du Mayo Sava) et y a combattu. Capturé par des coupeurs de route en 1999, libéré contre rançon, il a levé une troupe, retrouvé les coupeurs de route, récupéré la rançon et pris leur butin. D'une culture inouïe, il parle le Kanuri, le Haussa, le Ffuldélé, le pidgin et le français, récite de mémoire le Coran, écrit ses pensées avec facilité. «C'est pour cela que certains parents d'ici et même d'ailleurs lui confient leurs enfants», souligne-t-on partout. Dans un quartier perdu de la ville, ce 2 juin 2023 peu après 18 heures, il a en face de lui, une dizaine d'en-

fants dont l'âge varie entre 7 et 12 ans. Pour sa leçon du jour, ce «maître» a prévu d'entretenir les apprenants sur la sourate II, verset 186 du Coran. «Combattez dans la voie de Dieu, contre ceux qui vous combattent, mais ne commettez pas l'injustice d'attaquer les premiers, car Dieu n'aime pas les injustes», est-il écrit dans le Livre saint. En guise d'introduction, Mah'loum Issa retourne au contexte qui inspira le prophète. «A une époque, dit-il, des batailles ont été menées parce que Mahomet et les croyants ont été rejetés de la Mecque après avoir subi d'impitoyables persécutions; ce ne sont pas eux qui ont attaqué, ce sont des musulmans incomplets qui les ont amenés à réagir... Il est donc juste de combattre pour une cause juste». Susciter ou réveiller des passions, c'est une règle pour ce maître. Et en rapport avec la sourate sus évoquée, Mah'loum Issa prépare les enfants à un rôle: «vos camarades, vos aînés qui sont passés ici et qui sont au Nigéria pour combattre aux côtés de Boko Haram, combattent pour une cause juste. Mettez-vous du côté des justes que la télévision et la radio appellent les terroristes». Dans la pièce exigüe, le guide ne manque pas d'égarer l'humeur détraquée des jeunes enfants par une blague lancée en direction du reporter: «les journalistes, vous là, vous êtes des faiblards. Vous savez seulement faire le kongossa, vous êtes incapables de dire aux gens que ce qui se passe, (allusion aux attaques de Boko Haram dans l'Extrême-nord) ce n'est pas le terrorisme, c'est le Djihad». A en croire Mah'loum Issa, tant que la terminologie occidentale ne plonge pas dans les raisons du terrorisme, on n'en sortira pas. Dans cette diabolisation et cette rhétorique du juste et de l'injuste, il rappelle que «le Djihad est un mot percutant et une exigence coranique».

Bon grain et ivraie

Pour Cheikh Zakaria Ali, islamologue, «le trajet spirituel des jeunes de cette zone est à cet égard significatif. Ceux parmi eux qui ont intégré une «école coranique» sont débraillés et bruyants. Ils rêvent tout haut de liberté et d'audaces. Beaucoup d'entre eux se sont retrouvés soit dans la rue, soit en prison, soit au cimetière». Gardant une évidente nostalgie de la «vraie école coranique», Cheikh Zakaria Ali soutient en plus que «le Coran est contre les excès, contre la facilité». A sa grande désolation, il souligne que, «échappant à tout contrôle religieux et administratif, ces mansardes sont des lieux par excellence de l'enseignement des versets sataniques».

Jean-René Meva'a Amongou

EN FAVEUR DE LA JEUNE FEMME

L'ARREF SE DÉPLOIE À NGORO

Hygiène corporelle et formation aux activités génératrices de revenus, tels sont les modules dispensés au cours d'une session dédiée à près d'une centaine d'apprenants.

Ce 12 août 2023, la commune de Ngoro (département du Mbam-et-Kim, région du Centre) reçoit l'Association pour la réhabilitation des réfugiés, des jeunes et des femmes (ARREF). Objectif: éduquer les femmes sur la santé reproductive et les autonomiser. Pour ce premier contact avec les populations de Ngoro, soixante-dix jeunes femmes âgées de 12 à 35 ans participent aux formations sur les activités génératrices de revenus (AGR). Elles reçoivent des enseignements pratiques dans la fabrication du savon liquide, la préparation du lait de soja, la fabrication de baume de massage, et la confection de la viande de touffu. Une expérience qui ne laisse pas les apprenantes indifférentes. «Je suis contente, j'ai beaucoup appris. A l'issue de cette formation, je vais moi-même fabriquer mes produits et les vendre pour subvenir à mes besoins», se réjouit Marie, participante. Les autorités traditionnelles et publiques magnifient la rencontre. «Cela relève de l'inédit. C'est la première fois qu'une telle formation se tient chez nous. Nous remercions les organisateurs pour l'initiative et nous souhaitons les revoir dans les prochains mois pour d'autres formations en faveur des jeunes femmes», fait savoir sa Majesté Nanga.

Madame le maire, Marceline Anne Nango, quant à elle, prend l'engagement «de soutenir tous les jeunes qui, après formation, vont poursuivre la fabrication et la vente de leurs produits dans la localité de Ngoro». Selon la présidente de l'ARREF, Marthe Oloumé, les activités menées dans la localité de Ngoro sont soutenues par sa Majesté Mveimani Sombo Amba, roi des Sanaga, Djanti, Baiveuck et autres tribus affinitaires, qui souhaitent sonner le glas des comportements déviants des jeunes de cette commune.

Olivier Mbessité

EMPLOIS/URGENCES/ASTUCES

Audrey Bella

1- Le FNE recherche pour le compte d'une entreprise de la place

Un Technicien ou Ingénieur Biomédical

Branche d'activité: Médical, paramédical

Missions/tâches: mise en service des dispositifs biomédicaux; Participation à la rédaction des protocoles et procédures d'utilisation des dispositifs; Maintenance des dispositifs médicaux; Contrôle Qualité des dispositifs biomédicaux; Action et suivie de maintenance curative et préventive; Respect des réglementations et des normes biomédicales; Conditions de travail globales: Travail en atelier Biomédical et dans les Services Médicaux Utilisation d'équipements de mesures électroniques et physiques

Nature: plein temps
Type de contrat: Contrat à durée déterminée

Lieu de travail: Yaoundé
Date d'expiration: 31/12/2023
Sexe: sans distinction
Age: sans distinction
Catégorie socioprofessionnelle: Agent d'exécution

Expérience professionnelle: 0 mois
Formation initiale: Formation initiale Technicien ou Ingénieur Génie Biomédical

Compétences requises: Bon niveau de connaissance en électronique et électricité avec un sens Technique du dépannage Réglementations dans le domaine Biomédical et de l'électricité Connaissances et utilisation de l'informatique, Excel, Windows, Applications des dispositifs biomédicaux dans le domaine médical hospitalier

Contact du gestionnaire de l'offre: Ohanda Jordie Chatel, johanda@fnecm.org, 690588135 Conseiller emploi au FNE-Agence Centrale-Yaoundé

Trois techniciens de ligne

Branche d'activité: Electronique, Télécommunication

Missions/tâches: Entretien du réseau câble

Nature: plein temps
Type de contrat: durée déterminée

Salaires: 70000 (FCFA)
Lieu de travail: Douala, Bonabéri
Date d'expiration: 31/12/2023

Sexe: 27 ans
Age: Sans distinction
Catégorie socioprofessionnelle: Agent d'exécution

Formation initiale: Électricité
Formation complémentaire: Electronique

Durée de l'expérience professionnelle: 0 mois

Autres informations: Avoir un Baccalauréat F3 ou F2

Langue: Français / Anglais
Contact du gestionnaire de l'offre: Badjeck daniel frank, dbadjeck@fnecm.org, 651777352

Conseiller Emploi au FNE-Agence de Bonabéri

Un gestionnaire de PME-PMI

Branche d'activité:

Missions/ tâches: S'assurer de la soumission des rapports-effectuer la saisie des données dans les logiciels appropriés-archiver les documents.

Nature des horaires: plein
Type de contrat: Contrat à durée déterminée

Salaires: A Négocié
Lieu de travail: Garoua

Date d'expiration: 17/08/2023
Sexe: sans distinction

Age: 21-60 ans
Expérience socioprofessionnelle: Souhaitée

Durée de l'expérience socioprofessionnelle: 12 mois

Autres informations: Parler la langue anglaise serait un atout: avoir une bonne capacité de communication, et une bonne maîtrise en matière de collecte et d'utilisation de l'outil informatique (logiciel DHIS2)

Langue: Français: parlé/lu/écrit

Contact du Gestionnaire de l'Offre: Safia Sali Baka, safiasali@fnecm.org, 22271247
Conseiller emploi au FNE-Agence de Garoua

2- URGENCES MEDICALES Yaoundé

Fondation Chantal Biya, Centre mère et enfant

Situation: quartier Messa
Urgences pédiatriques: tél: 222 22 20 00/ 222 22 25 33/ 222 22 50 84/ 222 23 40 20

Centre des urgences de Yaoundé

Situation: quartier Messa
Tél: 222 22 25 25/ 222 22 25 24

Hôpital gynéco obstétrique et pédiatrique de Yaoundé

Situation: quartier Ngousso
Tél: 222 21 24 35

Centre Hospitalier universitaire (CHU)
Situation: quartier Melen
Tél: 222 31 21 03/ 222 31 25 66

Hôpital de la CNPS
Situation: quartier essos
Tél: 222 23 02 25
Hôpital général
Situation: quartier Ngousso
Tél: 222 20 28 02
Hôpital militaire
Situation: rue du monument de la réunification
Tél: 222 22 00 80

Hôpital central
Situation: quartier Messa
Tél: 243 68 03 24/ 243 68 03 25
Secrétariat administratif
Tél: 222 22 20 86

SAMU
Tél: 119
Hôpital Jamot
Situation : quartier Mballa2
Tél: 222 20 43 90
Centre pasteur
Situation: quartier Messa
Tél: 222 23 18 03

Douala

Hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Douala

Tél: 233 50 43 00
Hôpital Laquintinie

Tél: 233 42 23 10/ 33 42 06 94
Hôpital général

Tél: 233 37 01 41/ 33 37 01 46
Samu

Tél: 233 42 01 10/ 233 42 01 81

Bafoussam

Hôpital régional
Tél: 233 44 06 03/ 233 44 17 23

Grandes endémies
Tél: 233 44 18 22

Garoua

Hôpital régional
Tél: 222 27 14 14/ 222 27 13 39

Centre médico-social
Tél: 222 27 16 03

Centre de santé de kollere
222 27 10 42

Bertoua

Hôpital régional
Tél: 222 24 12 07/ 233 36 24 68

Maroua

Hôpital régional
Tél: 222 29 11 75/ 222 29 28 16

Ambulance
Tél: 222 29 10 72

Ebolowa

Hôpital régional
222 28 32 20/ 222 28 34 75

Bamenda

Hôpital régional
233 36 21 21/ 233 36 24 68
Samu
233 36 18 19
Buea
General hospital
Tél : 233 32 33 88

PROTECTION CIVILE

Direction: 222 21 46 06
Sdci: 222 21 46 07
Cep: 222 21 46 05
Permanence: 677 96 82 10

SAPEURS POMPIERS

Tél: 118
Caserne sapeurs-pompiers
Yaoundé- ville, face collège de la Re-

traite
Tél: 222 22 99 08

Mimboman, après carrefour Ter-

minus
Tél: 222 23 14 79

Etoudi, à côté du commissariat
du 6e arrondissement
Tél: 222 20 32 68

PETITE ASTUCE SIMPLE ET PRATIQUE

Comment faciliter la vie avec les petites astuces?

Contre les courbatures

Vous vous levez souvent le matin avec le cou endolori et/ou avec des maux de tête? C'est peut-être que votre oreiller est trop épais, essayez de relever les coins de votre oreiller pour les passer par-dessus vos épaules. Vous reproduirez ainsi la forme de ces oreillers dispensieux qui aident au positionnement de la tête. Peut-être que cette position soulagera vos maux.

Éloigner les limaces

Par temps humide, on trouve énormément de limaces dans nos jardins et nos potagers. Pour combattre ceci afin de ne plus retrouver les feuilles de nos plantes, fleurs, fruits et légumes toutes rongées, un bon moyen de faire est de concasser des coquilles d'œufs en petits morceaux et de les saupoudrer sur le sol. Les coquilles grossièrement broyées irritent les parois inférieures des bestioles à ventre doux comme les limaces et les escargots. Saupoudrez les coquilles autour de vos plantes. Les petites bêtes iront grignoter les plantes se trouvant un peu plus loin de votre jardin.

Diane Kenfack

À quelques jours du démarrage des cours dans les établissements scolaires, ce n'est pas encore la grande effervescence dans les grands et petits espaces commerciaux de Douala.

La rentrée scolaire pour le compte de l'année 2023-2024 prévue pour le 4 septembre approche à grand pas au Cameroun. Dans la capitale économique, les fournitures scolaires sont déjà présentes dans les grands et petits espaces commerciaux. Seulement, l'affluence n'est pas encore au rendez-vous. Cette absence s'explique par le fait que les parents se plaignent des coûts excessivement élevés cette année contrairement à l'année dernière. Allusion faite notamment aux fournitures scolaires, mais également aux pensions exigées dans les établissements pendant les vacances.

Dans un espace commercial situé en plein cœur du quartier Akwa, dans le premier arrondissement de Douala, les clients se comptent au bout des doigts d'une seule main. «Ce n'est pas encore la forte effervescence par ici. Généralement à cette période de l'année, nous avons de la clientèle et nous avons déjà presque épuisé notre stock», s'inquiète le responsable commercial.

Vie chère

Dans un contexte de vie chère marqué par l'essentiel par une hausse généralisée des prix, les parents d'enfants ne savent plus sur quel pied danser. «Habituellement à cette période, j'ai déjà inscrit mes enfants à l'école et acheté leurs fournitures scolaires. Mais cette année, les choses sont compli-



C'est les acheteurs qui manquent le plus

quées. Alors, pour que je ne ressente pas la lourdeur, dès que j'ai l'argent d'un livre, je l'achète immédiatement et ainsi de suite. C'est vrai que les années se suivent mais ne se ressemblent pas», affirme l'un d'eux.

Cet autre parent par contre n'a «même pas encore acheté un cahier à ses enfants à plus forte raison les inscrire. Malgré

cela, je reste forte. Je suis dehors à me battre pour avoir de l'argent afin que mes enfants soient scolarisés. C'est très dur d'autant plus que tous mes enfants font la section anglophone. Les écoles anglophones sont très coûteuses à Douala», se plaint cette déplacée interne.

Une autre dame croisée dans une rue

de la capitale économique ce 10 août 2023 voit cette année qui débute comme une grâce. Car pour elle, l'achat des livres ne fera pas partie de son agenda. «Grâce à Dieu, mon fils a obtenu son Baccalauréat. Du coup son petit frère qui part en terminal utilisera ses mêmes livres».

«Poteau»

Même dans cet espace situé au lieu-dit «Rond-Point École publique de Deido» (Douala 1er), c'est le même scénario. Peu de parents seulement s'adonnent à l'achat des livres. Pourtant les commerçants vantent la disponibilité des manuels scolaires. «Les livres sont déjà là. Je ne comprends pas pourquoi jusqu'à maintenant les parents ne sont pas encore venus échanger les livres, d'autant plus que la liste des livres est déjà disponible dans les établissements», s'étonne Lucien, commerçant.

Interrogés, des parents disent n'avoir pas encore changé de livre parce qu'ils n'ont pas encore payé les frais d'inscription de leurs enfants. «C'est lorsque tu payes l'inscription que la direction te donne la liste des fournitures scolaires. Et je ne peux pas changer sans avoir eu la liste parce que je ne sais pas si on a déprogrammé un livre», explique un monsieur.

Avec ou sans fournitures scolaires, la rentrée scolaire pour le compte de l'année 2023/2024 aura bel et bien lieu le 4 septembre prochain.

CHERS OPERATEURS ÉCONOMIQUES DU GRAND DOUALA : DE L'INÉDIT À LA FIAC 2023

FIAC
WWW.FIACDOUALA.ORG 2023

La Fondation Internationale Inter-Progress, mandataire du Gouvernement, et le Maire de la ville de Douala, vous confirment que la **deuxième édition de la Foire Internationale des Affaires et du Commerce, FIAC 2023, se tiendra du 1er au 12 novembre 2023, sur l'esplanade du Stade Omnisports de la Réunification de Bepanda.**

C'est une opportunité pour toutes les entreprises, de la plus petite à la plus grande, de vendre leurs produits et services, présenter leur savoir-faire, nouer de nouveaux partenariats d'affaires, et participer à la relance économique des entreprises et de l'économie camerounaise dans un contexte de nouvelle dynamique.

La FIAC 2023 proposera en première à Douala le **FIAC SHOW**, grande animation artistique et culturelle innovante dans une grande tente de cirque de 1200 m2, avec le meilleur panel artistique camerounais.

Le Ministère de la Défense présentera au public tous les jours son exposition et ses animations « **Armée Nation** ».

Des réductions sur les conditions de participation sont accordées aux PME, et en particulier à celle de la mouvance du Made in Cameroun. Les réductions sont accordées en fonction des espaces désirés. Prenez contact pour en convenir :

Pour tout besoin d'informations complémentaires, les contacts utiles sont les suivants :

- **Secrétariat de la FIAC à Douala (09h-18h) :**
+237 675 29 35 91
- **Secrétariat de l'organisateur à Yaoundé (09h-18h) :**
+237 677 70 76 79/ +237 693 75 18 66
- **Email :** info@interprogress.org
- **www.fiacdouala.org**

La FIAC 2023 à Douala, c'est la « fête avant les fêtes », le commerce dans tous ses états.

Oliver ESSOMBA
Directeur de la FIAC



Organisateur Mandaté
INTER-PROGRESS



André Gromyko Balla

Dans la capitale, le porte à porte est la méthode choisie par les responsables des établissements privés laïcs du primaire et du secondaire.

La prolifération des établissements scolaires à la veille de la rentrée scolaire à Yaoundé amène les promoteurs et les enseignants à repenser leurs stratégies pour avoir le maximum d'élèves. Les bonnes vieilles campagnes publicitaires menées ces dernières années via des véhicules diffusant des spots et vantant les mérites des établissements scolaires semblent désuètes. Même les tracts publicitaires semblent aussi dépassés. Pour la rentrée scolaire 2023-2024, les promoteurs ont décidé de privilégier des campagnes de sensibilisation dans les domiciles. Le but visé par ces derniers est clair: présenter leurs écoles sous un angle glorieux aux parents d'élèves. «Nous faisons le porte à porte que nous baptisons prospection. L'objectif est d'amener les parents à inscrire leurs enfants dans notre école qui offrent un cadre meilleur et innovant», affirme le principal du complexe scolaire Maxel à Toutouli dans le 4e arrondissement de Yaoundé.

Déploiement

Parcourir le maximum de domiciles à travers le déploiement des équipes de prospection est la tactique arrêtée. Les moyens de déploiement diffèrent cependant. Certains responsables allouent des moyens de transport. C'est le cas avec le Complexe scolaire La Merveilleuse de Mikan où les équipes



Des enseignants en plein déploiement à Meyo

bénéficient d'un bus de transport des élèves. Celui-ci dépose les enseignants dans des endroits précis à l'instar la chapelle de Meyo, afin que ces derniers commencent le pèlerinage.

Au complexe Maxel par contre, les instructions sont données aux enseignants de commencer la prospection dès le matin. «Plus besoin de repartir à l'école pour les instructions du principal et du directeur», affirme Michel Nga, enseignante dans cet établissement. On apprend de cette dame que les prospecteurs sont répartis en groupe avec un chef d'équipe. «Celui-ci détient un appareil de géolocalisation. Il marque le parcours de tout un chacun», révèle la chef d'équipe.

Ce matin du mercredi 16 août

2023, six prospecteurs d'établissements différents prennent position au lieu-dit Borne 12 Odza. Ils sillonnent le quartier pour attirer les élèves via leurs parents. Parmi eux, Queen, potentiellement enseignante au Complexe scolaire Ave Maria de Toutouli (Yaoundé 4e). Elle veut elle-même conduire les parents dans l'établissement. La jeune dame veut maximiser ses chances, puisqu'elle postule pour être recrutée dans cet établissement. «J'ai déposé mon dossier et on nous impose la prospection. On va faire comment?», s'interroge-t-elle.

Appréciation

Les populations vivant à Meyo, Toutouli, Barrière, et Borne 10 pour ne citer que ces quartiers

STRATÉGIE MARKETING DES NOUVEAUX

Le démarchage à domicile fait école à Yaoundé

du sud de la capitale, sont contentes et apprécient cette promotion, compte tenu des difficultés que leur progéniture éprouve pour se rendre dans d'autres établissements. L'autoroute Yaounde-Nsimalen a chamboulé la géographie du coin. Catherine Nkou, parent d'élèves, dit ne pas être au courant de l'existence d'une école à moins d'un kilomètre de son domicile. «Mes enfants ne partent plus au Lycée de Minkan. Il y a trop de risques pour traverser l'autoroute», se satisfait la dame fasse aux prospecteurs. «La prospection consiste aussi à informer les populations que les écoles existent dans leur environnement direct», ajoute l'une des enseignantes anglophones rencontrées chez la dame.

Inquiétudes

De nombreux autres parents qualifient cette méthode de harcèlement. Dame Ahanda, parent d'élèves, en vient quasiment aux mains avec certains prospecteurs. «Ils se comportent comme certains évangélistes; ce qui n'est pas bon», insiste la dame.

«Il faut d'abord voir l'école et discuter avec les responsables avant de faire quoi que ce soit», ajoute Essama, parent d'élèves résidant à Ayéné dans l'arrondissement de Yaoundé 4e. Il pense qu'on peut avoir à faire aux marchands d'illusions.

RECHERCHE D'ÉTABLISSEMENTS

Succès, discipline et proximité comme critères de sélection



La chasse aux nouvelles recrues engagée par les établissements

coup en compte. Parce que je me dis que la discipline est d'abord importante». Pour d'autres parents par contre, succès signifie discipline.

Proximité

La proximité entre l'école et la maison fait également partie des critères de choix. Car pour de nombreux parents rencontrés dans les rues de Douala, scolariser l'enfant près de la maison est non seulement bénéfique en termes

d'économie de transport, mais il permet aussi de faire un bon suivi. «Généralement, je préfère les établissements à proximité de la maison, parce cela limite aussi les risques d'accidents aux enfants, surtout ceux qui sont mineurs». Aussi, confirme un parent, «j'aime que mes enfants fréquentent non loin de la maison. Car cela me permet de ne pas les perdre de vue et de faire un bon suivi de leur éducation. Tout en étant en constante collaboration avec leurs

enseignants. C'est aussi bénéfique pour moi en ce sens que ça me fait économiser en transport».

Continuité

Malgré l'effervescence liée à l'ouverture de nouveaux établissements dans la ville de Douala, des parents n'ont pas besoin de changer d'établissement à leurs enfants. «C'est préférable que l'enfant continue où il a commencé depuis la base. Parce qu'il y a le suivi des enseignants, il a déjà noué des liens avec ses camarades de classe, il est déjà stable dans son environnement. Si jamais l'enfant doit changer d'établissement, il va falloir qu'il change d'environnement aussi. Je prends par ailleurs beaucoup en compte l'aspect physique des établissements scolaires», explique l'un d'eux. Autrement dit pour ce dernier, il est mieux de maintenir l'enfant dans une école dans laquelle il a commencé et dans laquelle il devra terminer son cursus scolaire avant de passer à une autre étape.

APPROVISIONNEMENT EN FOURNITURES SCOLAIRES

LE MINCOMMERCE VOLE AU SECOURS DES PARENTS

Il annonce une «opération spéciale» de ventes promotionnelles des manuels scolaires au Boulevard du 20 mai à Yaoundé.

C'est une opération qui démarre le 21 août prochain. La rentrée scolaire étant une période d'angoisse et de casse-tête chinois pour les parents, l'esplanade du Boulevard du 20 mai sera le lieu d'une «opération spéciale» de ventes promotionnelles de fournitures scolaires (sacs à dos, livres, cahiers, règles, crayons) et autres produits de grande consommation, dans une opération baptisée «Rentrée commerciale 2023». Ce déploiement va s'étendre jusqu'au 3 septembre prochain, c'est-à-dire la veille de la rentrée scolaire prévue le 4 septembre 2023 au Cameroun.

Dans son communiqué rendu public le 10 août dernier, le Délégué régional du ministère du Commerce du Centre Romuald Umbede Nama, indique que cette campagne a pour objectif de «faciliter la tâche aux parents d'élèves à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024». Cette opération, instituée depuis quelques années par le ministère du Commerce (Mincommerce), permet aux populations d'acquiescer des fournitures scolaires et des produits de grande consommation à un coût réduit.

Ceci intervient, dans un contexte marqué par une inflation généralisée dont les effets se font de plus en plus ressentir sur le panier de la ménagère. Le Mincommerce affirme que cette campagne promotionnelle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale de lutte contre la vie chère. À cet effet, les parents d'élèves et autres consommateurs sont invités «à profiter de cet événement pour venir se ravitailler à des prix promotionnels et accessibles à tous, afin de passer une rentrée scolaire moins stressante», souligne le délégué régional du Commerce.

Joseph Ndzie Effa (stagiaire)



MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LE REBOND DE L'ÉCONOMIE

- Au moment où l'on peut tourner le dos à la pandémie covid 19, qui a tué en secouant le monde,
- Au moment où il faut combattre les désordres économiques qui envahissent la planète,
- Au moment où les économies africaines doivent viser l'émergence du continent

Les entreprises et les institutions concernées au Cameroun peuvent y jouer un rôle important, de multiples façons.

Parmi elles, en participant aux grandes manifestations de promotion économique, organisées par mandat du Gouvernement par la Branche Afrique de la Fondation Internationale Inter-Progress, organisme technique spécialisé en événementiel et d'utilité publique.

Il s'agit :

- de la **Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala, FIAC**, qui se tiendra sur les larges espaces entourant le Stade de la Réunification à Bépanda Douala du 1^{er} au 12 novembre 2023.
- du **Salon International pour l'entreprise, les PME et le partenariat, PROMOTE**, qui se tiendra du 17 au 24 février 2024 au Palais des Congrès de Yaoundé avec une partie basse rénovée.

Pour ces deux événements où le savoir-faire des opérateurs économiques au Cameroun doit sans cesse se faire mieux connaître (avec start-up, PME et grandes entreprises), l'organisateur est attentif à la situation de ses partenaires exposants et examinera avec soin toute demande concernant les modalités de participation.

Pierre ZUMBACH
Président

Moïse MBOG
Directeur Branche Afrique

Olivier ESSOMBA
Directeur de la FIAC

Thierry Ndong
Directeur de la communication

Yaoundé
Montée Mont Febe,
derrière Peace Corps
+237 677 707 679
+237 693 751 866

Antenne Douala
Bali, face Pharmacie de la Côte
+237 675 293 591

info@interprogress.org
www.salonpromote.org
www.fiacdouala.org



Mouvement International de Spiritualité Conjugale.

SUPER REGION AFRIQUE FRANCOPHONE
PROVINCE AFRIQUE CENTRE
REGION CAMEROUN-TCHAD

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rassemblement inédit pour les couples chrétiens de l'Eglise Catholique Romaine du Cameroun

La Région Cameroun – Tchad des Équipes Notre Dame (END), Mouvement International de Spiritualité Conjugale, annonce la tenue du premier grand Rassemblement National des Equipiers du Cameroun, à Yaoundé – Mvolye, du 23 au 26 août 2023.

Le Rassemblement National des Equipiers du Cameroun 2023, avec pour thème général « Vocation du couple chrétien », a trois principaux objectifs : Donner la possibilité à tous les équipiers du Cameroun de se connaître ; Diffuser l'enseignement de l'Eglise universelle et de l'Eglise qui est au Cameroun sur la spiritualité conjugale et familiale ; Faire connaître la pensée du Père Henri Caffarel, fondateur du Mouvement des Equipes Notre Dame.

C'est donc une occasion idéale pour les couples mariés à l'église d'échanger en partageant les mêmes valeurs, et de bénéficier des enseignements et des conseils avisés de professionnels.

Le programme de ce Rassemblement annonce des conférences, des témoignages, des enseignements, des méditations et prières. Un temps sera laissé au couple pour une redécouverte fondatrice.

Le Rassemblement National des Equipiers du Cameroun est ouvert à tous les couples chrétiens mariés à l'Eglise catholique romaine, qu'ils soient récemment unis ou qu'ils célèbrent déjà plusieurs années de mariage. Les Equipes Notre Dame souhaitent offrir la possibilité de vivre des journées mémorables, riche en échanges et en enseignements, afin de renforcer leur engagement mutuel et leur relation avec Dieu.

À propos des Équipes Notre Dame :

Le Mouvement dénommé « EQUIPES NOTRE DAME » (END) est une organisation internationale à vocation chrétienne. Ce mouvement catholique rassemble des milliers de couples mariés à l'Eglise catholique romaine depuis les années 1939. En pleine expansion au Cameroun, le Mouvement « EQUIPES NOTRE DAME » est présent dans toutes les régions du Cameroun avec des équipes constituées de 4 à 7 couples. La première implantation des « EQUIPES NOTRE DAME » au Cameroun remonte à l'année 1982 à Douala, par l'abbé Clément NDJEWEL et le couple français Françoise et Bernard BOUCHER. Après 42 ans, il faut déguster le fruit. Selon le découpage de la Super Région Afrique Francophone (SRAF), le Cameroun appartient à la Région Cameroun – Tchad et à la Province Centre, avec la Région Gabon et la Région République Centrafricaine (RCA). A noter que la SRAF est composée de 3 Provinces, contenant 16 pays francophones en plus du Ghana et du Nigéria. Les chiffres des « EQUIPES NOTRE DAME » (END) au Cameroun font état de 116 équipes, 527 couples, 21 veufs et veuves et 105 Prêtres Conseillers Spirituels (PCS). Venez voir et investir durablement sur votre couple.

Couple Responsable de la Région
Nicole Solange et Serge Hubert ZEBAZE

Contact presse : NOM : IRENE & THIERRY NDONG
Téléphone/ Mail : 676 20 37 09 / 699 93 10 42
PJ : Programme

Kyé-Ossi, ville d'intégration des pratiques mystico-spirituelles

La localité accueille des hommes et des femmes de plusieurs nationalités, adeptes de la magie, du mysticisme et de la sorcellerie, qui proposent la réussite par des voies obscures.

Une influence satanique «*régne dans les airs de Kyé-Ossi...!*» Tels sont les propos de Hervé N. Fonctionnaire d'État dans la ville du département de la Vallée-du-Ntem dans la région du Sud du Cameroun depuis 2015, Hervé N. connaît tous les contours de la ville aux trois frontières. À l'écouter, la vie et les affaires de la majorité de la population sont gérées, voire influencées, par les pratiques de sorcellerie, de magie et de spiritualité. «*Ici, c'est le sport favori des hommes et des femmes qui veulent émerger dans les affaires*», souligne-t-il. Pour lui, cette ville d'échange de biens et des personnes est également «*une ville d'intégration des pratiques mystico-spirituelles de divers horizons*». Et de poursuivre: «*Cela est simple à concevoir: parce que Kyé-Ossi est une ville cosmopolite essentiellement pour les affaires, donc, les hommes et les femmes, de différentes tribus du Cameroun, de différentes nationalités des pays de la sous-région, importent leurs culturelles traditionnelles et procèdent, sans retenue, aux pratiques de sorcellerie et de magie*». La présence de Salif dans la ville frontalière au Gabon et à la Guinée Equatoriale justifie les propos de Hervé N. Originaire de l'Extrême-nord du Cameroun, Salif réagit avec fougue: «*...Quoi?... Kyé-Ossi?... Kyé-Ossi?... Ça ne blague pas! Ma marchandise finissait dans ma boutique sans que je ne voie la recette avec mes yeux! J'ai compris qu'il fallait que j'utilise les herbes et les écorces de chez moi, voilà comment je suis resté en vie ici, voici dix ans déjà*».

À la République Centrafricaine n'est pas en reste. Il a aussi importé des pratiques magico-traditionnelles centrafricaines au Cameroun. «*Je suis arrivé ici avec mes écorces, je les ai toujours avec moi, je les consomme tout le temps et mes affaires marchent*», avoue-t-il. Quant à Boubé Kabako, «*le docteur naturopathe*», venu du Niger pour participer à la 14ème édition de la Foire transfrontalière annuelle d'Afrique centrale (Fotrac), tenue du 20 au 30 juillet 2023, «*je suis venu promouvoir et vulgariser «la médecine traditionnelle nigérienne» à base d'argile, des racines, des écorces et des plantes*». Il s'en vante d'ailleurs: «*en matière de pharmacopée traditionnelle, nous sommes les meilleurs... Même les envoûtements et les*



Rite d'initiation au Bwiti avec l'Iboga

sors lancés, je règle le problème... Les gens n'ont qu'à venir découvrir». Il dit s'engager, vu la circonstance, «*à soigner gratuitement*» pour démontrer les vertus de la culture traditionnelle nigérienne en particulier et africaine en général. «*S'il y a des gens qu'ils veulent des chances, qu'ils viennent les prendre. J'ai tout: la chance pour les affaires, le mariage, la réussite dans la vie et dans les affaires...*», confesse-t-il.

Un gendarme en service dans la ville frontalière témoigne qu'«*à la brigade, ils sont constamment confrontés à gérer des problèmes où les victimes disent avoir subi des tours de magie ou de sorcellerie... Et lorsque des enquêtes menées sur les faits que nous présentons nous concernent nous conduisent aux crimes, la procédure est mise en place pour envoyer les coupables en prison*». L'homme en tenue informe qu'«*ils sont nombreux, de différentes tribus et nationalités, «ces sorciers», dans la prison d'Ambam*», ville située à environ 30 kilomètres de Kyé-Ossi et chef-lieu du département de la Vallée-du-Ntem.

Pratiques

Arnold K., fonctionnaire, affecté dans cette ville frontalière depuis l'année 2019, raconte que ses premières nuits étaient agitées par des faits insolites. «*Il y avait des bruits bizarres sur la toiture de ma maison... On entendait des voix qui résonnaient bruyamment et qui disparaissaient aussitôt qu'on les percevait*», relate-t-il. Fervent chrétien catholique, le ressortissant de la ville balnéaire de Kribi dit avoir pu trouver des astuces «*pour chasser «les sorciers» de son camp d'habitation*». Première astuce: «*j'ai demandé à abattre le grand palmier qui se trouvait dans ma cour, car c'était là leur aéroport*». Mais, à maintes reprises, des abatteurs professionnels ont décliné l'offre,

craignant pour leur vie. «*Tout le monde me disait qu'il fallait avoir quatre yeux pour abattre ce palmier... et il fallait d'abord le faire mystiquement. Mais moi, «fils des eaux de Kribi», j'ai décidé de mener le combat à la manière de mes ancêtres...», relate-t-il. Les explications sur les actions entreprises pour «abattre mystiquement» ce palmier révèlent d'un véritable film nocturne dont les actions sont mystérieuses, épiques, accompagnées d'hyperboles surdimensionnées. «Puis, nous avons déraciné l'arbre... en plein jour... C'était du venez-voir...», narre-t-il.*

Deuxième astuce: «*j'ai demandé qu'on extrait son nectar pour en faire le «matango»... et je l'ai consommé surtout avec les natifs d'ici*». Certainement, cette consommation s'est faite mystiquement au préalable, dans tous les cas, «*voici quatre ans, je suis là et en bonne santé... Contrairement à ce que les gens disaient qu'il m'arriverait malheur*», souligne victorieusement «*le tradi-praticien*», non sans dire qu'il a «*embrouillé les sorciers en semant la confusion parmi eux*». Il argumente: «*j'ai mis de la peinture dans mon camp pour qu'ils ne reconnaissent plus jamais leur aéroport mystique*». C'était là la troisième astuce «*qui a été le dernier coup de massue*». Le Kribien ajoute que tout cela a eu des conséquences quelques jours et des mois plus tard: «*des gens sont morts de causes mystérieuses... Un est allé se jeter dans la rivière Kyé, un autre est allé dans le fleuve Ntem... d'autres par des accidents rocambolesques*». D'après son expérience, «*la plupart des sorciers sont des jeunes, natifs de Kyé-Ossi. Ils ont tous la même taille, entre 1 mètre 50 et 1 mètre 60, ils ne font rien en longueur de journée, leur seul activité c'est la sorcellerie*».

Initiation

Anne Medou, Bulu d'Ebolowa au Sud du Cameroun, 32 ans, ne cache pas ses exploits de pratiques magico-mystiques au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale. Elle dit être initiée au rite Bwiti avec l'Iboga à Bitam au Gabon, il y a de cela trois ans à peine. «*J'ai acquis le pouvoir de charme et de séduction pour contrôler les hommes*», affirme-t-elle. La femme Bulu confirme qu'elle a déjà usé de «*ses pouvoirs pour envoûter les hommes*» afin d'avoir tout ce dont elle a besoin. Son expérience débute un mois après son initiation à Libreville au Gabon. «*Un homme m'a dit être tombé amoureux de moi. Il m'a hébergé, nourrit et me donnait de l'argent sans compter... En même temps, j'ai rencontré d'autres... Et j'envoyais des millions de francs CFA à ma famille et à ma mère pour s'occuper de mes enfants*». À en croire Hervé N, c'est ainsi la vie des filles de Kyé-Ossi qui pratiquent la magie. «*Elles le font pour devenir de grandes prostituées et gagnent par la suite beaucoup d'argent qu'elles mettent dans des fontaines. Elles cotisent des centaines de mille chaque semaine et ne vivent que de fêtes*», confie-t-il. Il avoue par la suite que, «*avant que la Guinée Equatoriale ne ferme ses frontières, il y avait des cohortes de prostituées déjà initiées à ce rite d'Iboga qui arrivaient chaque jour à Kyé-Ossi pour procéder aux pratiques magico-spirituelles*».

Voyage astral

Après le Gabon, Anne Medou a d'autres projets et doit les réaliser: «*les esprits de la forêt me montrent tout le temps que je suis en Europe*». Elle séjourne donc au Cameroun pour mieux se préparer dans «*cette aventure qu'elle voit tout le temps en esprit*». Le rite Bwiti, d'après la dame, la connecte en tout temps avec les esprits de la forêt. Une fois qu'elle consomme une petite quantité de poudre de l'arbre Iboga, «*la porte du monde des esprits m'est ouverte*». Chaque nuit, elle va dans la forêt, consommant la poudre de l'Iboga, pour «*causer avec les esprits de la forêt*» afin de «*mieux voir clair*» sur son futur. Après avoir passé près de deux semaines de pratiques magico-spirituelles à Kyé-Ossi, la jeune dame Bulu a eu enfant «*des réponses concernant son aventure*». Elle a rencontré un monsieur qui lui a

proposé de lui rendre visite à Malabo en passant par Bata en Guinée Equatoriale. «*Il m'a demandé d'aller chercher un visa de sortie au commissariat de la frontière...», narre-t-elle, tout en soutenant qu'elle a dû faire au préalable des lavements avec des plantes et attacher la poudre de l'Iboga comme talisman autour de sa taille, «...Arrivée à la frontière, le policier camerounais ne m'a rien demandée et m'a signée un visa de sortie», avoue-t-elle.*

Étant confiante en «*ses bains et prières*» pour que la route lui soit fluide, elle s'en va traverser la frontière Cameroun-Guinée Equatoriale sans difficultés: «*j'ai seulement regardé un policier équato-guinéen droit dans les yeux et je lui ai dit tout simplement que je veux passer de l'autre côté. Il m'a prise par la main, puis m'a emmenée jusqu'au carrefour où on prend le taxi pour l'agence Kassav d'Ebibeyin*». Tel qu'on connaît la Guinée Equatoriale, réputée difficile pour les étrangers de circuler librement à l'intérieur de son territoire, surtout sans papiers, la Camerounaise dit qu'elle n'a pas été inquiétée quand elle s'est faite identifiée par un policier, à qui elle a avoué qu'elle n'avait pas de papier. Partant d'Ebibeyin, elle parcourt près de 247 kilomètres, pour rejoindre Bata, sans être inquiétée. «*Dix-huit postes de contrôle. J'ai pris la peine de compter. J'ai passé une nuit à Bata et le lendemain, je suis montée dans un bateau pour Malabo. Et là, je ne sais pas comment le voyage a été géré financièrement. Je sais seulement que je suis arrivée à Malabo*».

À peine deux semaines passées dans la capitale de la Guinée Equatoriale, l'aventurière avoue qu'elle s'est retrouvée associée à d'autres réseaux magico-spirituels dont les pratiques l'ont amené à prendre un vol pour l'Europe, avec «*son ami*». Aux dernières nouvelles, Anne Medou serait actuellement à Hendaye, commune française du département des Pyrénées-Atlantiques, au Sud-ouest de la France; c'est la dernière ville côtière avant l'Espagne. À l'en croire, ses exploits proviennent de son initiation au rite Bwiti «*qui m'a permis d'aller dans le monde des morts pour rencontrer mes ancêtres qui m'ont donnée le pouvoir d'arranger ma vie*», relate la Camerounaise.

Patrick Landry AMOUGUY, envoyé spécial à Kyé-Ossi



Douala, le 19 août 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES EN VISITE À CAMRAIL

CAMRAIL, filiale de Africa Global Logistics (AGL), a accueilli du 16 au 19 août 2023, une importante délégation de parlementaires Camerounais dans le cadre d'une visite d'échanges et d'informations.

La délégation de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale camerounaise a d'abord tenu une séance de travail avec Pascal Miny, Directeur Général de CAMRAIL, puis a effectué une visite terrain au sein de l'entreprise. Débutée dans les ateliers centraux de Bassa, poumon de l'activité ferroviaire, cette visite s'est notamment poursuivie par un parcours à bord et une inspection des ouvrages ferroviaires entre Douala et Edéa puis entre Yaoundé et Mbandjock.

« La Commission souhaitait être édifiée sur les atouts et défis de CAMRAIL afin de s'assurer du partenariat toujours fructueux avec l'État du Cameroun dans le contexte de la nouvelle loi régissant le secteur ferroviaire », précise l'honorable Guillaume Mbakam Chouga, Président de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale du Cameroun.

Avec plus de 700 milliards de FCFA injectés dans la modernisation des infrastructures depuis la signature de la convention de concession en 1999, CAMRAIL a fait de la modernisation du réseau ferroviaire camerounais une priorité. Dans cette optique, plus de 550 km de voie ont été rénovés dont 175 km entièrement renouvelés. Grâce à son actionnariat, des installations modernes pour le matériel moteur ou remorqué ont pu être mises en place aux ateliers centraux de Bassa-Douala avec une intégration des technologies de pointe.

Malgré les aléas, l'importance de l'activité voyageurs a été préservée avec 8 trains quotidiens pour 800 000 voyageurs transportés en moyenne chaque année. A souligner également : la réhabilitation du matériel roulant voyageurs, la rénovation des gares, la digitalisation du service voyageurs et l'amélioration des conditions d'accueil et de transport des passagers.

Pour Pascal Miny, Directeur Général de CAMRAIL : **« La visite de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale consacre, d'une part, tout l'intérêt que cette institution accorde à CAMRAIL et, d'autre part, la place de choix que le secteur ferroviaire occupe dans le développement socio-économique du Cameroun. »**

Grâce à sa dynamique politique des ressources humaines qui attire des nombreux talents chaque année, et sa politique de proximité ferroviaire à travers laquelle 400 millions de FCFA sont investis annuellement en faveur des communautés riveraines du chemin de fer, CAMRAIL est un partenaire exemplaire de l'État du Cameroun.

À propos de CAMRAIL

Filiale de Africa Global Logistics (AGL), CAMRAIL est concessionnaire du chemin de fer Camerounais depuis 1999. Acteur majeur du développement économique et social au Cameroun, CAMRAIL investit en moyenne 12 milliards de FCFA par an. L'entreprise reverse en moyenne 10 milliards de FCFA chaque année à l'État du Cameroun au titre des redevances, taxes et impôts. Avec 1 500 employés directs, 4 000 sous-traitants, CAMRAIL développe une politique volontariste de ses ressources humaines et de son écosystème. www.camrail.net

Contact Presse

Hugues Mbala Manga – Responsable Département Communication

hugues.mbala-manga@camrail.net Tél. : 696 91 01 28



Une délégation de parlementaires en visite à Camrail